ökumenisches netz zentralafrika e.V.

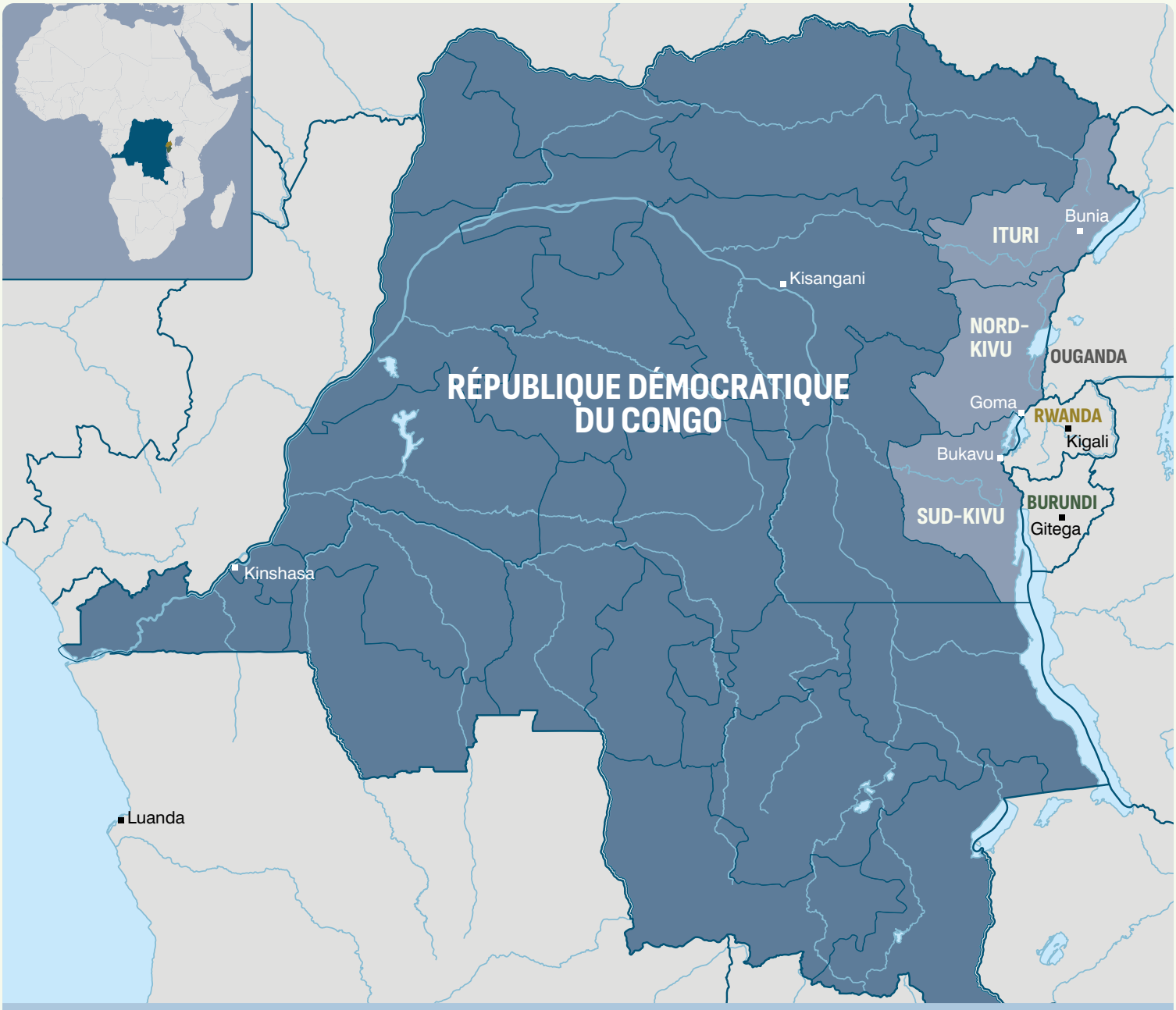
DECEMBRE 2025

UNE CRISE SANS FIN ?

Escalade de la violence et recherche de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo

INTRODUCTION

Depuis trois décennies, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est le théâtre de conflits armés opposant milices, groupes armés et les armées de la RDC ou de ses États voisins. Les conséquences, notamment pour la population civile, sont dévastatrices : elle souffre massivement du vide sécuritaire, de la violence persistante, des déplacements forcés et de graves violations des droits humains. Au début de l'année 2025, la crise sécuritaire s'est encore dramatiquement aggravée. Après plusieurs semaines de combats, le groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23), soutenu par le Rwanda, a pris le 27 janvier 2025 la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu. Deux semaines plus tard, il s'est également emparé de Bukavu, capitale de la province voisine du Sud-Kivu, ainsi que de vastes pans des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Depuis lors, il exerce dans les zones qu'il contrôle une domination de facto, sapant ainsi la souveraineté de l'État congolais.



Carte de la RDC mettant en évidence les provinces particulièrement touchées par l'escalade de la violence.

Le M23 avait repris en novembre 2021 – huit ans après avoir été vaincu par l'armée congolaise et une force d'intervention de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) – la lutte armée contre l'armée congolaise dans le Nord-Kivu. Il justifiait cette reprise par la mise en œuvre insuffisante de l'accord de 2013, notamment en ce qui concerne la démobilisation et la réintégration des anciens combattants, ainsi que par la nécessité de protéger les populations parlant le kinyarwanda[1] dans l'est du Congo, en particulier la communauté tutsie.

Fin 2023, le M23 a rejoint la nouvelle alliance dénommée Alliance du Fleuve Congo (AFC)[2] et agit depuis comme son bras armé. Par la suite, l'AFC/M23[3] a étendu son contrôle à de vastes territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi – y compris d'importantes zones minières.[4] Selon plusieurs rapports des

1 Le kinyarwanda est la langue nationale du Rwanda, mais il est également parlé par une partie de la population dans l'est de la République démocratique du Congo.
2 L'AFC a été créée par l'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa, et poursuit l'objectif de renverser le gouvernement congolais.
3 Puisque le M23 agit comme bras militaire de l'AFC, tandis que l'AFC assume en particulier des fonctions politiques au sein de l'alliance, l'abréviation « M23 » sera utilisée de manière synonyme avec « AFC/M23 » dans le présent dossier, notamment dans le contexte militaire.
4 Avec Rubaya, le M23 contrôle depuis avril 2024 l'une des plus grandes mines de coltan du Nord-Kivu et, selon des expert·e·s des Nations unies, génère grâce à la taxation du commerce du coltan des revenus mensuels pouvant atteindre 800 000 dollars américains. Cf. : Giulia Paravicini & David Lewis, Inside the mine that feeds the tech world – and funds Congo's rebels [À l'intérieur de la mine qui alimente le monde technologique – et finance les rebelles du Congo], Reuters, 13 août 2025, https://www.reuters.com/investigations/inside-mine-that-feeds-tech-world-funds-congos-rebels-2025-08-13/ (consulté le 29 novembre 2025).

Nations unies (ONU), le M23 bénéficie d'un soutien actif du Rwanda sous forme de recrutement, formation et équipement – des accusations que le gouvernement rwandais rejette. Celui-ci affirme qu'il ne fait que protéger le Rwanda et les communautés tutsies de l'est du Congo contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé lié au génocide des Tutsis de 1994 et toujours actif dans l'est du Congo. Le gouvernement congolais, pour sa part, considère le M23 comme un groupe terroriste et a longtemps refusé toute négociation avec lui. En réaction à la montée en puissance du M23, les Forces armées de la RDC (FARDC) ont constitué une large coalition regroupant des groupes armés, des combattants volontaires, des mercenaires, ainsi que des troupes venues du Burundi, de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Cette coalition a cependant rencontré ses propres difficultés et s'est révélée inférieure au M23. Selon le gouvernement congolais, le Rwanda soutient le M23 afin d'accéder aux riches ressources naturelles de l'est du Congo. La majorité des observateurs politiques estiment que le Rwanda cherche à consolider son influence politique et économique dans la région.

Avec l'offensive de grande ampleur de janvier et l'occupation subséquente de territoires par l'AFC/M23, la guerre a atteint un nouveau sommet. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie, jusqu'à 6,4 millions ont été déplacées – parfois à plusieurs reprises. Le conflit du M23 figure ainsi parmi les crises humanitaires les plus graves au monde. D'après des rapports de l'ONU et d'organisations de défense des droits humains, toutes les parties au conflit ont commis de graves crimes, notamment des exécutions, des actes de torture, des recrutements forcés, ainsi que des viols collectifs et l'esclavage sexuel. Les acteurs de la société civile subissent des répressions, certains ont été assassinés. Le conflit a en outre renforcé un climat d'intolérance – surtout à l'égard des communautés tutsies vivant dans l'est du Congo.

En réaction à l'escalade de la violence, l'ONU ainsi que des bailleurs importants ont demandé au Rwanda de cesser son soutien au M23. En février, l'ONU a pour la première fois exigé le retrait des troupes rwandaises et la fin de l'appui au M23. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a par ailleurs mis en place une mission d'établissement des faits pour enquêter sur les violations des droits humains au Nord- et au Sud-Kivu. Parallèlement, certains bailleurs ont accru la pression : l'Union européenne a imposé des sanctions, le Royaume-Uni a suspendu sa coopération bilatérale et l'Allemagne a gelé de nouveaux engagements financiers.

Les efforts de médiation, longtemps bloqués, ont également repris – de manière surprenante sous la conduite des États-Unis et du Qatar. Ceux-ci ont réussi à amener les parties au conflit, en juin et juillet, à signer des accords généraux et à engager des processus de négociation. Toutefois, la solidité de ces processus reste incertaine, d'autant plus que les combats entre les FARDC et leurs alliés d'une part, et le M23 d'autre part, se poursuivent sur le terrain malgré les négociations en cours.

Outre le M23, de nombreux autres groupes armés opèrent dans l'est de la RDC. Parmi eux figurent notamment les Forces démocratiques alliées (ADF) dans le nord du Nord-Kivu – la milice la plus meurtrière de la région – ainsi que la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) en Ituri, à la frontière avec l'Ouganda. Tous deux sont responsables d'exactions, de déplacements et de graves violations des droits humains et sont combattus par l'armée congolaise, ainsi que depuis l'automne 2021 par l'armée ougandaise. Cette dernière agit à l'invitation du gouvernement congolais. Bien que la lutte contre les ADF et la CODECO semble d'abord indépendante du conflit avec le M23, l'intervention ougandaise influence néanmoins ce dernier.

La situation globale dans l'est de la RDC est complexe. Ce dossier offre donc tout d'abord un aperçu des évolutions actuelles et vise en même temps à

aider à mieux comprendre et situer les dynamiques. Il met également en lumière des aspects parfois négligés. La première contribution de **Nene Morisho** retrace l'évolution du conflit du M23 depuis 2021 et ses conséquences pour la population et la société civile. **Josaphat Musamba**, dans la deuxième contribution, examine l'extension du conflit à la province du Sud-Kivu, avec un accent particulier sur le rôle du Burundi. **Reagan Miviri** décrit, dans la troisième contribution, l'intervention de l'armée ougandaise contre les ADF et la CODECO. **Ithiel Batumike** analyse, dans la quatrième contribution, les répercussions sur la politique intérieure congolaise de l'escalade de la violence. Enfin, **Onesphore Sematumba** présente les efforts de médiation et évalue les perspectives de succès des initiatives existantes.

1. LE DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT M23 DEPUIS LA REPRISE DES HOSTILITÉS EN 2021

Par Nene Morisho[1]

L'Est de la République démocratique du Congo, comme la région des Grands Lacs, traverse une nouvelle fois une crise aux conséquences incalculables. Les racines de ce conflit remontent à la première guerre du Congo, en 1996. Depuis, l'Est de la RDC a connu des cycles d'accalmie et de flambées de violence. L'offensive actuelle du M23 marque toutefois l'une des phases les plus meurtrières de ces dernières décennies.

Le M23 a été créé en 2012, à la suite d'une rébellion de combattants issus d'un autre mouvement armé à majorité tutsie : le Conseil national pour la défense du peuple (CNDP), actif au Nord et au Sud-Kivu depuis 2006. Après la signature d'accords avec le gouvernement congolais le 23 mars 2009, le CNDP avait été transformé en parti politique et une partie de ses forces intégrée dans l'armée nationale. Mais en 2012, les forces du CNDP se sont mutinées, accusant le gouvernement de ne pas avoir respecté les accords du 23 mars, d'où le nom du mouvement M23.

Après une période de repli, le M23 a repris les armes. Le conflit s'est intensifié vers la fin de l'année 2021, avant de basculer dans une phase plus violente à partir de la fin 2024. Rejoint en 2023 par la coalition politico-militaire AFC, le M23 est réapparu avec une force surprenante, lui permettant de s'emparer rapidement de vastes territoires dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Les conséquences humanitaires sont lourdes : depuis Mars 2022, le nombre de déplacés internes est estimé à environ 4,6 millions pour les deux provinces.[2] Plusieurs observateurs estiment que cet épisode a davantage endeuillé la région que trois décennies de pillages et d'exactions commises par divers groupes et forces armés.[3]

Alors que l'armée régulière se montre affaiblie, le gouvernement congolais est resté ferme dans sa position : aucune négociation avec les « rebelles » du M23. Cette ligne dure a contribué à la perte de nombreux territoires et à l'aggravation du bilan humain, complexifiant davantage le conflit. Sur le terrain, plusieurs dynamiques ont marqué les affrontements, bouleversant profondément la vie des populations

1 Nene Morisho est chercheur principal et coordinateur du Pole Institute, un institut de recherche axé sur l'action basé à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a plus de dix ans d'expérience dans le domaine de la consolidation de la paix, notamment la prévention et la gestion des conflits, les liens entre les conflits et les ressources naturelles ainsi que les questions institutionnelles et réglementaires, en particulier celles liées au secteur minier.

2 Cf. UNHCR, DR Congo emergency, s.d., https://www.unhcr.org/emergencies/dr-congo-emergency (consulté le 6 octobre 2025).

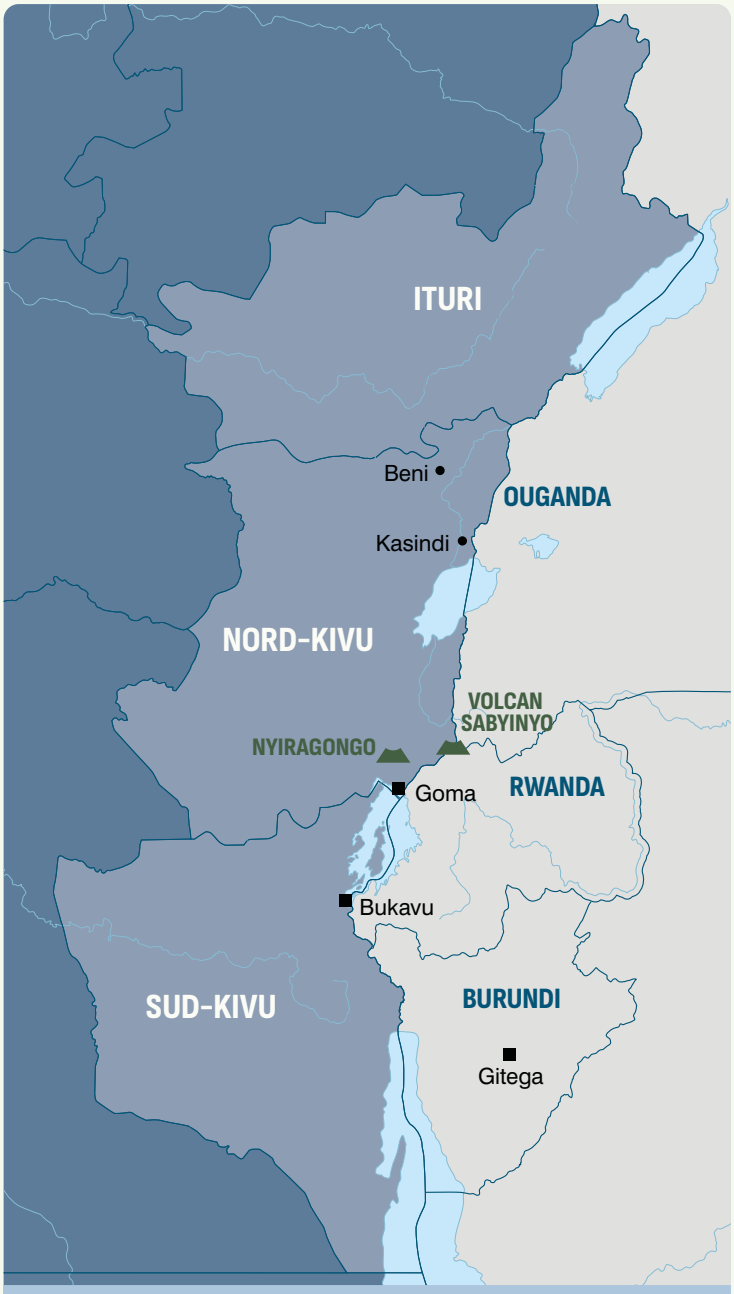
3 Raphaël Granvaud : Prise de Goma par le M23, et après ?, Contretemps. Revue de critique communiste, 22 février 2025, https://www.contretemps.eu/rdc-goma-m23-rwanda-guerre (consulté le 20 novembre 2025).

civiles, notamment dans les zones passées sous contrôle de l'AFC/M23. Ces évolutions ont engendré une série de défis pour les belligérants, les habitants et la société civile.

1. DYNAMIQUES SUR LES LIGNES DES FRONTS

Depuis le début des hostilités en 2021, l'emploi d'artillerie lourde dans des zones densément peuplées est l'un des traits marquants du conflit. Du côté du M23, des stratégies offensives sont accompagnées d'un discours propagandiste et défensif. Selon Paul Nantulya, « l'armement utilisé comprend des missiles sol-air, des drones de combat et de l'artillerie lourde »[4], ce qui suggère le soutien externe d'un État. En réponse, l'armée congolaise FARDC et leurs alliés Wazalendo[5] ont également eu recours à des bombardements d'artillerie lourde. Ces tactiques asymétriques, censées freiner la progression adverse, ont cependant aggravé le bilan humain, causant de nombreuses victimes civiles.

Sur les lignes de front, les territoires passent sporadiquement d'un camp à l'autre, au gré des offensives. Cependant, les stratégies militaires du M23 se sont révélées plus efficaces que celles des FARDC, leur permettant de consolider leur emprise sur plusieurs zones. Le M23 a ainsi conquis de nouveaux espaces sans grande difficulté, remettant en cause l'organisation, tant matérielle que symbolique, de l'armée congolaise.



Carte des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu dans l'est de la RDC.

Par ailleurs, la présence d'armées étrangères, notamment celles de la SADC et de l'armée burundaise, maintient le risque d'un embrasement régional. Dès 2022, Kinshasa avait accepté l'envoi d'une force militaire de l'EAC au Nord Kivu. Pour l'EAC, ses forces étaient censées veiller au respect du cessez-le-feu alors que pour Kinshasa, elles devraient plutôt contribuer à combattre les rebelles du M23. Cette divergence d'approche a rapidement conduit Kinshasa à demander le retrait des troupes de l'EAC, remplacées par celles de la SADC et regroupées au sein de la Mission de la SADC en RDC (SAMIRDC). Ces dernières n'ont cependant pas réussi à empêcher la prise des villes stratégiques de Goma et de Bukavu, tombées aux mains du M23. La prise de Goma a été particulièrement marquante : 13 militaires sud-africains de la SAMIRDC y ont trouvé la mort, un épisode qui a brièvement provoqué des tensions diplomatiques entre l'Afrique du Sud et le Rwanda. Les forces de la

4 Paul Nantulya, Risque de conflit régional suite à la chute de Goma et à l'offensive du M23 en RDC, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 6 février 2025, https://africacenter.org/fr/spotlight/risque-de-conflit-regional-suite-a-la-chute-de-goma-et-a-loffensive-du-m23-en-rdc/ (consulté le 25 novembre 2025).

5 Le terme Wazalendo signifie « Patriote » en Swahili. Il s'agit d'un regroupement de milices locales qui, avant l'avènement de M23 faisaient la guerre aux FARDC ou se battaient les unes contre les autres souvent pour protéger leurs intérêts économiques. Avec la rébellion de l'M23, ces milices se sont mises ensemble pour soutenir les FARDC dans sa guerre contre l'M23.

SAMIRDC ont, elles aussi, fini par quitter le territoire congolais.

Par ailleurs, dans la partie nord de la province du Nord-Kivu ainsi qu'en Ituri, on note la présence des troupes ougandaises de l'Uganda People's Defence Force (UPDF), c'est-à-dire l'armée nationale ougandaise, officiellement investies de lutter contre le groupe armé des ADF. Selon le discours officiel du gouvernement ougandais, ce déploiement vise à éloigner la menace des ADF de son propre territoire. Une stratégie qui a en partie réussi, sans toutefois éradiquer complètement le danger : les ADF continuent à massacrer des civils congolais au Nord-Kivu et en Ituri.

Le Burundi, enfin, est lui-aussi fortement impliqué dans le conflit et justifie sa présence militaire par la nécessité de protéger son territoire, ce qui illustre l'ampleur régionale du conflit.

2. ADMINISTRATION PARALLÈLE ET RESTRICTION DES LIBERTÉS

Dans les zones occupées par le M23, les populations vivent sous une pression constante. Le mouvement rebelle y a instauré une administration civile parallèle, contrôlant la fiscalité locale ainsi que les échanges transfrontaliers. Si ces structures facilitent certaines activités, elles imposent surtout un système de gouvernance coercitif qui étouffe des communautés déjà fragilisées sur le plan économique par la guerre.

Dans ces « zones libérées », un climat de peur s'est installé : arrestations arbitraires et enlèvements répétés rythment le quotidien des habitants. À cela s'ajoutent les conséquences des décisions gouvernementales, comme la fermeture des banques et le refus de reconnaître les documents de voyage délivrés par l'administration du M23. Pour de nombreux habitants, ces mesures s'avèrent aussi meurtrières que la violence armée. Comme le confie une commerçante rencontrée à Kasindi :

> *« Je viens d'arriver ici en provenance de Goma. Les agents de la DGM [Direction Générale de Migration] viennent de me bloquer comme si j'étais le producteur de ce Tenant-Lieu[6]. Je devais voyager pour subvenir aux besoins de ma famille et payer la scolarité de mes enfants. Je n'avais pas d'autres choix que de prendre le document émis par les autorités de fait à Goma. Si le gouvernement n'est pas capable de mettre fin à cette situation, qu'il arrête au moins de nous importuner. En quoi est-ce que leur conflit nous engage-t-il, sinon pour nous créer des problèmes qu'ils n'arrivent pas à résoudre ? Nous vivons dans l'insécurité partout, à Goma comme ici. »*[7]

Ce témoignage est une illustration du désarroi dans lequel vit la population actuellement. Les organisations de la société civile et les médias subissent également de lourdes restrictions, entravant sérieusement leurs activités. Plusieurs personnes rapportent avoir été la cible d'intimidations et d'accusations, parfois simplement pour avoir été soupçonnées de contacts avec les autorités provinciales de Beni[8] ou avec l'administration centrale à Kinshasa.

Pendant ce temps, les besoins sociaux et humanitaires des populations s'accroissent, alors même que l'accès des organisations humanitaires demeure restreint. La responsable des urgences du Programme Alimentaire Mondial (WFP) pour l'Est de la RDC a alerté que les moyens de subsistance des populations avaient été bouleversés, que la situation alimentaire, déjà critique, s'était encore détériorée et que de plus en plus de personnes se retrouvaient dans des situations d'urgence et d'insécurité alimentaire aiguë, ce qui signifiait qu'il fallait s'attendre à des décès.

6 Le Tenant Lieu de passeport est un document de voyage délivré par la Direction Générale de Migration de la RD Congo aux personnes ne disposant pas de passeport, et qui leur permet de voyager dans quelques pays voisins, notamment le Rwanda, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.
7 Propos recueillis à Kasindi, le 17 Juillet 2025.
8 Beni est devenu la capitale provinciale du Nord Kivu depuis la prise de Goma par l'AFC/M23.

Une femme déplacée se tient à l'endroit où se trouvait sa tente, avant de rassembler ses biens pour quitter le camp de Bulengo et retourner dans son village – quelques jours après la prise de Goma par les rebelles du M23 au Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, le 12 février 2025.

3. DÉFIS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT

Les dynamiques actuelles du conflit sur le terrain ont généré des défis considérables. Ces défis se font sentir aussi bien parmi les différentes parties prenantes – groupes armés, autorités locales et gouvernementales – qu'au sein de la société civile et des populations dans leur ensemble.

Du côté du gouvernement congolais, la faiblesse des FARDC apparaît de plus en plus criante. Minée par des divisions internes, contrainte de s'appuyer sur des groupes Wazalendo difficilement contrôlables et gangrenée par la corruption, l'armée nationale peine à susciter la confiance auprès de la population. L'hostilité dont les civils sont victimes de la part de certains Wazalendo achève d'entamer la crédibilité du gouvernement sur la scène internationale.

Les mesures strictes prises par Kinshasa, qui touchent parfois des populations innocentes, affaiblissent son discours en faveur de l'unité et de la cohésion nationale. Le recours à des forces étrangères, notamment ougandaises et burundaises, montre ses difficultés à assurer la protection de sa population. Cette dépendance entame sa crédibilité et fragilise l'adhésion sociale à ses efforts de paix.

En dépit de sa force militaire, le M23 continue d'être perçu comme une force étrangère, agissant au service des intérêts expansionnistes du Rwanda et du contrôle des ressources naturelles de la RDC. Même dans les zones qu'il administre, il fait l'objet de critiques de la part de la population. Sans véritable soutien populaire, il lui est difficile d'obtenir un appui ou une reconnaissance durable.

Par ailleurs, le Rwanda, confronté à des pressions et sanctions internationales en raison de son soutien au M23, se retrouve dans une position d'isolement diplomatique. Cette situation l'incite à éviter de manœuvrer ouvertement en faveur du mouvement, ce qui est susceptible d'affecter l'organisation et les actions du M23 sur le terrain.

La question des effectifs soulève également des interrogations quant à la capacité du M23 à administrer efficacement les vastes territoires qu'il occupe, voire à en étendre le contrôle. Sans effectifs suffisants, sur le plan militaire et policier, comment peut-il prétendre assurer la sécurité et la protection des populations sous son administration ?

Il faut encore souligner que les populations sont gravement affectées par la situation actuelle. Les déplacés internes manquent d'assistance humanitaire suffisante, tandis que les civils subissent des attaques nocturnes répétées, des tueries quotidiennes et des restrictions de mobilité liées à l'absence de documents de voyage reconnus tant au niveau national qu'international. S'y ajoutent des violences sexuelles et verbales visant particulièrement les femmes et les filles mineures, un appauvrissement social, l'effondrement de l'économie locale, la montée inquiétante des discours de haine, le recrutement forcé d'enfants et de graves violations des droits humains.

Dans les zones contrôlées par le M23 comme dans celles sous l'autorité de Kinshasa, journalistes, médias, militants des mouvements citoyens et leaders communautaires sont victimes d'intimidations et d'arrestations arbitraires. Les voix indépendantes se raréfient, étouffées par un climat où l'autocensure devient un impératif de survie face aux discours dominants et propagandistes. Dans une telle atmosphère de peur et de méfiance, toute perspective de dialogue inclusif apparaît utopique, voire irréaliste. La population se méfie autant de l'État que des prétendus libérateurs du M23, qu'elle perçoit comme des acteurs manipulateurs poursuivant avant tout leurs propres intérêts.

4. CONCLUSION

Le développement du conflit lié au M23 a entraîné une escalade multiforme, mobilisant des acteurs à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale. Sur les lignes de front, le M23 maintient ses positions et affiche une supériorité stratégique et militaire. Cette situation s'accompagne d'une coercition administrative et d'un climat de peur parmi les populations dans les zones occupées. Du côté du gouvernement congolais, les forces militaires régulières semblent affaiblies et éprouvées. Les affrontements sporadiques entre les FARDC et leurs alliés Wazalendo desservent l'image de Kinshasa et alimentent les discours propagandistes du M23.

Malgré les négociations en cours de part et d'autre, aucun signe clair n'indique une issue prochaine à cette crise qui affecte lourdement la population civile. Pourtant, l'échec de la barbarie et des armes est indiscutable. La persistance des combats risque d'intensifier le cycle de violence et de compromettre les processus de paix engagés depuis Washington, en passant par tous les efforts régionaux, jusqu'à Doha.

2. LA SITUATION SOCIO-SÉCURITAIRE DANS LE SUD-KIVU : AFFRONTEMENTS, DÉPLACEMENTS ET INSTABILITÉ PERMANENTE

Par Josaphat Musamba[1]

Après la conquête des localités stratégiquement importantes de Kalehe-Centre et de Kavumu, l'AFC/M23 ont pris le contrôle de la capitale de la province du Sud-Kivu, Bukavu, en février 2025. La veille de leur arrivée, les FARDC se sont retirées pour éviter des affrontements et un bain de sang, suivant également la demande de l'archevêque de Bukavu, François Xavier Maroy.[2] Une fois la ville de Bukavu sous contrôle, l'AFC/M23 a rapidement étendu son influence vers le territoire voisin de Kabare ainsi que d'autres zones. Pour certains observateurs, proche de l'analyse des « libérateurs », le Rwanda aurait ainsi atteint plusieurs de ses objectifs stratégiques.[3]

Comment décrire la situation sécuritaire dans le Sud-Kivu plusieurs mois après la prise de Bukavu ? Cette province, qui s'étend sur 64 791 km² et compte environ 6,2 millions d'habitants, partage ses frontières avec le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Cosmopolite, elle abrite une grande diversité de groupes ethniques. Son économie repose principalement sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des ressources naturelles, mais la situation humanitaire y est particulièrement préoccupante. Le conflit qui oppose le gouvernement congolais à la rébellion du M23, a resurgi en 2021 et s'est progressivement étendu au Sud-Kivu. Mais au-delà de ce duel principal, d'autres acteurs sont venus complexifier la situation sécuritaire. Le Burundi, engagé aux côtés de Kinshasa, poursuit ses propres groupes rebelles retranchés dans les montagnes du Sud-Kivu. De son côté, le Rwanda apporte un soutien militaire et logistique décisif au M23 ainsi qu'aux milices banyamulenge[4]. Kigali accuse régulièrement Kinshasa de collaborer avec les FDLR, qu'il considère comme une menace directe à sa sécurité nationale. En réalité, le Rwanda a consolidé une présence militaire dans l'est du Congo, via l'appui du M23.

Dans son discours, Kigali se présente comme le protecteur des Tutsis du Congo et du Burundi. Mais ses interventions militaires nourrissent la crise humanitaire et provoquent de multiples violations de l'espace aérien congolais. Cette imbrication régionale exacerbe un autre conflit, plus ancien : l'opposition entre les Banyamulenge et d'autres communautés du Sud-Kivu. Ces dernières contestent leur légitimité locale, dénonçant les assassinats de leurs chefs, les pillages de bétail, l'incendie de villages, mais aussi des expulsions massives qui, selon elles, mettent en cause leur identité congolaise.

Le cercle vicieux est particulièrement violent : si les Banyamulenge ont réussi à chasser les Bembe, Fuliru et Vira de certains villages, eux-mêmes subissent des représailles ailleurs. À cela s'ajoute l'arrivée de commandos de l'armée rwandaise (RDF) et de combattants du M23 dans leurs zones, qui a alimenté la haine à leur égard et renforcé la perception négative de leur « rapprochement » avec Kigali. La prise de Minembwe-Centre par les Banyamulenge, après avoir repoussé l'armée congolaise, a même conduit à une intensification de la surveillance aérienne par drones CH4-A, des appareils venus du Rwanda.

Depuis l'expansion de l'AFC/M23 au Sud-Kivu, la province se retrouve scindée en deux : une partie

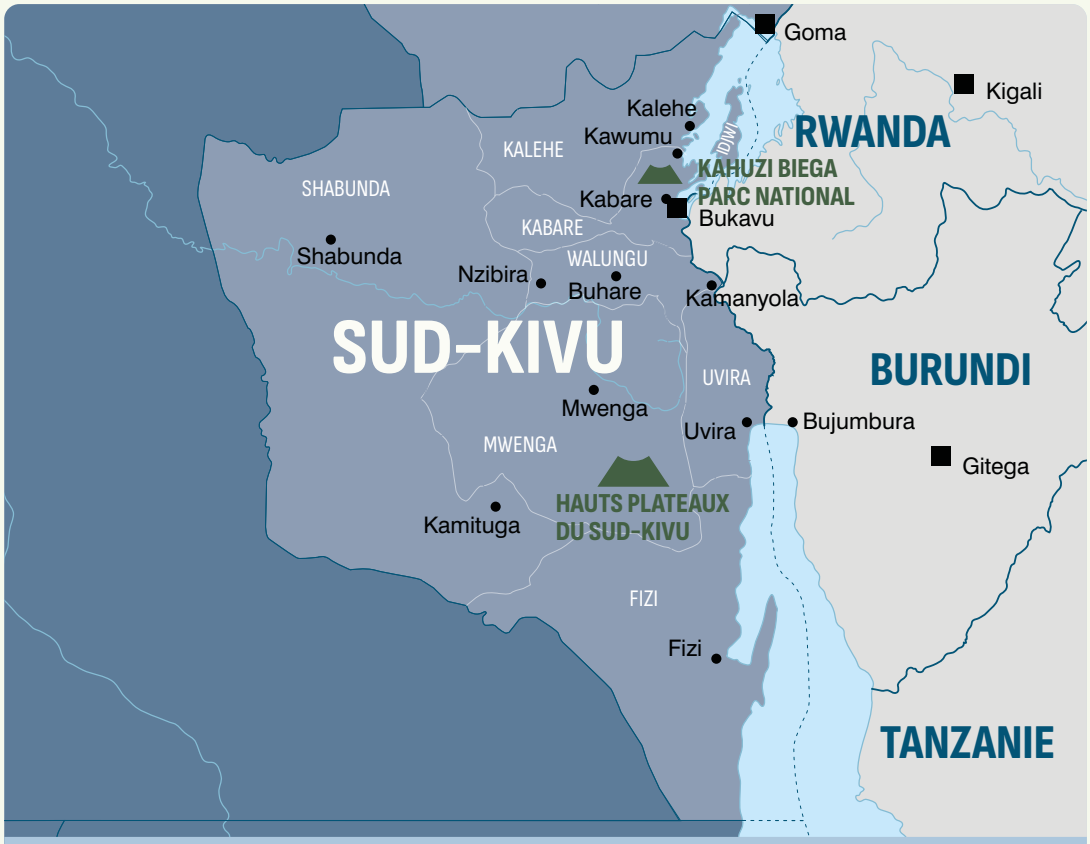
1 Josaphat Musamba est doctorant à l'Université de Gand, chercheur au Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu, et assistant d'enseignement à l'Institut supérieur de développement rural (ISDR) de Mbandaka. Il étudie les pratiques sécuritaires, les guerres civiles et l'exploitation des ressources naturelles ainsi que le programme de démobilisation à l'est du Congo.

2 Cf. Josaphat Musamba, Réalignement des Twirwaneho/Banyamulenge et relecture du contexte socio-sécuritaire dans les hauts plateaux d'Uvira, de Fizi & Mwenga, Nuru Grad Lac, 2025, https://nuru-grandlac.be/realignement-des-twirwaneho-banyamulenge-et-relecture-du-contexte-socio-securitaire-dans-les-hauts-plateaux-duvira-de-fizi-mwenga (consulté le 20 novembre 2025).

3 Cf. Alex Nvuka, Les dessous des relations troubles entre la RDC et le Rwanda, Burundi Daily, 3 février 2025, https://www.burundidaily.net/post/les-dessous-des-relations-troubles-entre-la-rdc-et-le-rwanda (consulté le 20 novembre 2025).

4 Les Banyamulenge sont une communauté qui vit principalement au Sud-Kivu et dont les ancêtres sont originaires de l'actuel Rwanda. Pour cette raison, ils sont généralement rattachés à la communauté tutsie.

est administrée par les insurgés, l'autre par le gouvernement provincial dirigé par le Gouverneur Jean-Jacques Purusi. Entre les deux, une ligne de démarcation faite de positions militaires et de zones tampons, où les affrontements sont quasi permanents, rend le contexte critique.



Carte de la province du Sud-Kivu dans l'est de la RDC.

Dans ce contexte, la coopération militaire entre la RDC et le Burundi a pris de l'ampleur. Dès 2022, la RDC et la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) ont lancé la Task Force Commando (TAFOC) pour traquer les groupes armés burundais présents au Congo. Sur le terrain, FARDC et FDNB se trouvent régulièrement confrontées aux offensives combinées du M23 et des Banyamulenge. Si cette présence militaire est perçue comme une bouée de sauvetage par certains Congolais et par les partisans du régime burundais d'Évariste Ndayishimiye, elle accentue aussi les rivalités régionales et les lignes de fracture locales. L'équation est donc complexe : derrière l'affrontement officiel entre l'État congolais et l'AFC/M23, se greffent des enjeux ethniques, régionaux et économiques.

1. UN ORDRE SOCIAL VIOLENT

Après la prise de Bukavu, les mois suivants ont été marqués par une forte dégradation des conditions de vie pour les habitants du Sud-Kivu. L'attentat manqué contre le leader de l'AFC, Corneille Nangaa, ainsi que les attaques menées à Walungu, Kabare et Kalehe, ont servi de prétexte à la rébellion pour instaurer un régime autoritaire mêlant violences et mesures coercitives.

L'insurrection a multiplié ses opérations militaires contre les Wazalendo, notamment à Walungu, au sud-ouest de Bukavu, ainsi qu'aux abords du parc national de Kahuzi-Biega. À Walungu, les rebelles ont pris le contrôle du chef-lieu, avant d'étendre leur emprise sur Kamanyola, Burhale et, plus récemment, Nzibira et Mayimingi en territoire de Shabunda. Chaque occupation a provoqué de nouveaux déplacements massifs de population.

À Bukavu, le calme apparent masque une recrudescence de la criminalité urbaine qui ternit l'image des « révolutionnaires » malgré les efforts de sécurisation urbaine. Des exactions ont également été signalées : les combattants ont pillé plusieurs entités de traitement de minerais, dont celui de Congo Jia Xin. Dans le même temps, les insurgés ont mis en place des dispositifs de contrôle contraignants, forçant les habitants à s'adapter à leur nouvel ordre ou à fuir. Certains ont été réduits au silence par la peur, d'autres ont perdu la vie.

En pratique, les rebelles administrent des entités locales instables sur le plan de la sécurité. S'ils peinent à contrôler les hauts plateaux de Mwenga et

de Kalehe, ils ont néanmoins bénéficié du ralliement des Twirwaneho[5]. Bien que l'AFC/M23 ait recruté davantage de combattants, elle a surtout mis en place une "police idéologisée", chargée d'instaurer et de faire respecter un ordre public selon les règles du mouvement.

2. EXTENSION TERRITORIALE ET AFFRONTEMENTS ARMÉS

En dehors de Bukavu, devenue la capitale provinciale de la rébellion, et d'Uvira, restée sous contrôle gouvernemental, le Sud-Kivu se divise en huit territoires. Hormis les îles d'Idjwi, tous connaissent une cohabitation instable entre l'AFC/M23, les forces gouvernementales et leurs alliés respectifs.

Depuis plusieurs mois, les affrontements armés se multiplient. Ils sont dus à l'expansion territoriale de l'AFC/M23, mais aussi aux rivalités internes entre Wazalendo, ainsi qu'à des accrochages fréquents entre Wazalendo et forces armées congolaises. À Walungu, dans le groupement Mulamba (Nzibira, Kankinda et Nyamarhege), ou encore à Karembu. Les combats entre insurgés et forces loyalistes, épaulées par les Wazalendo, ont provoqué l'exode de quelque 130 000 personnes vers Fizi et Mwenga.[6] D'autres affrontements armés ont été signalés autour de Kaziba et de Lubumba.

Dans le territoire de Kalehe, les rebelles se heurtent au Mouvement congolais pour la défense de l'intégrité nationale (MCDPIN), mais aussi à des milices Batembo et Hutus, accentuant l'insécurité et les déplacements forcés. À Uvira, Kamituga et Shabunda, ce sont les FARDC elles-mêmes qui ont affronté des groupes Wazalendo. Des tensions ont ainsi récemment éclaté, et certains manifestants ont été blessés, à la suite de la réaffectation d'un officier FARDC, le général de brigade Olivier Gasita. À Mwenga, des combats ont éclaté entre factions Wazalendo rivales, chacune revendiquant le contrôle des taxes et des barrières. Des villages comme Tubimbi ont été déstabilisés, malgré une tentative de régulation des transports entre les zones tenues par les rebelles et celles des Wazalendo. La situation reste également tendue à Uvira, Fizi et Mwenga, où les combattants Banyamulenge du Mouvement républicain pour la dignité du peuple (MRDP-Twirwaneho), alliés de l'AFC/M23, ont contraint plusieurs communautés à l'exil et au déplacement interne. Autour de Bigaragara et Rugezi, les affrontements entre Wazalendo et leurs adversaires rythment désormais le quotidien.[7] Enfin, dans le territoire occupé de Kalehe, le M23 a décidé d'enrôler d'anciens combattants ayant appartenu aux groupes armés qui autrefois étaient leurs ennemis.

3. L'ENGAGEMENT MILITAIRE DU BURUNDI DANS L'EST DE LA RDC

L'engagement de l'armée burundaise en RDC s'explique d'abord par son passé récent dans la traque des milices burundaises retranchées au Congo. Après plusieurs incursions illégales, un accord formel de coopération militaire a été conclu en août 2022 entre le Burundi et la RDC. Ces groupes armés, nés au Burundi, avaient établi leurs bases arrière dans les montagnes congolaises, parfois en s'alliant à des factions locales pour des raisons politiques ou stratégiques.

Par ailleurs, la FDNB participe aujourd'hui à l'endiguement militaire de le M23. Malgré des accusations récurrentes – exploitation minière illégale, violations des droits humains, voire « génocide » des Banyamulenge –, son rôle reste jugé crucial dans la sécurisation des zones frontalières.

Enfin, la FDNB s'implique également dans des initiatives de cohésion ethnique. À Kigoma, des rencontres

5 Les Twirwaneho sont un groupe d'autodéfense local composé de combattants Banyamulenge. Créé en 2008, ils se sont imposés comme les défenseurs des Banyamulenge et de leur bétail contre les attaques des groupes armés Mai-Mai (Wazalendo). Depuis la prise de Bukavu, les Twirwaneho agissent sous le nom de Mouvement républicain pour la dignité du peuple (MRDP/Twirwaneho) et sont alliés au M23.

6 Cf. UN-OCHA: RD Congo: Situation humanitaire dans la province du Sud-Kivu, Rapport de situation #7, 20 août 2025, https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-sud-kivu-rapport-de-situation-7-20-aout-2025 (consulté le 20 novembre 2025).

7 Josaphat Musamba et al., Sud-Kivu : l'exploitation aurifère au cœur des conflits ethniques, Nuru Grand Lac, 11 novembre 2025, https://nuru-grandlac.be/sud-kivu-quand-lor-attise-les-rivalites-ethniques-enquete-sur-lheritage-explosif-de-transafrika-drc/ (consulté le 20 novembre 2025).

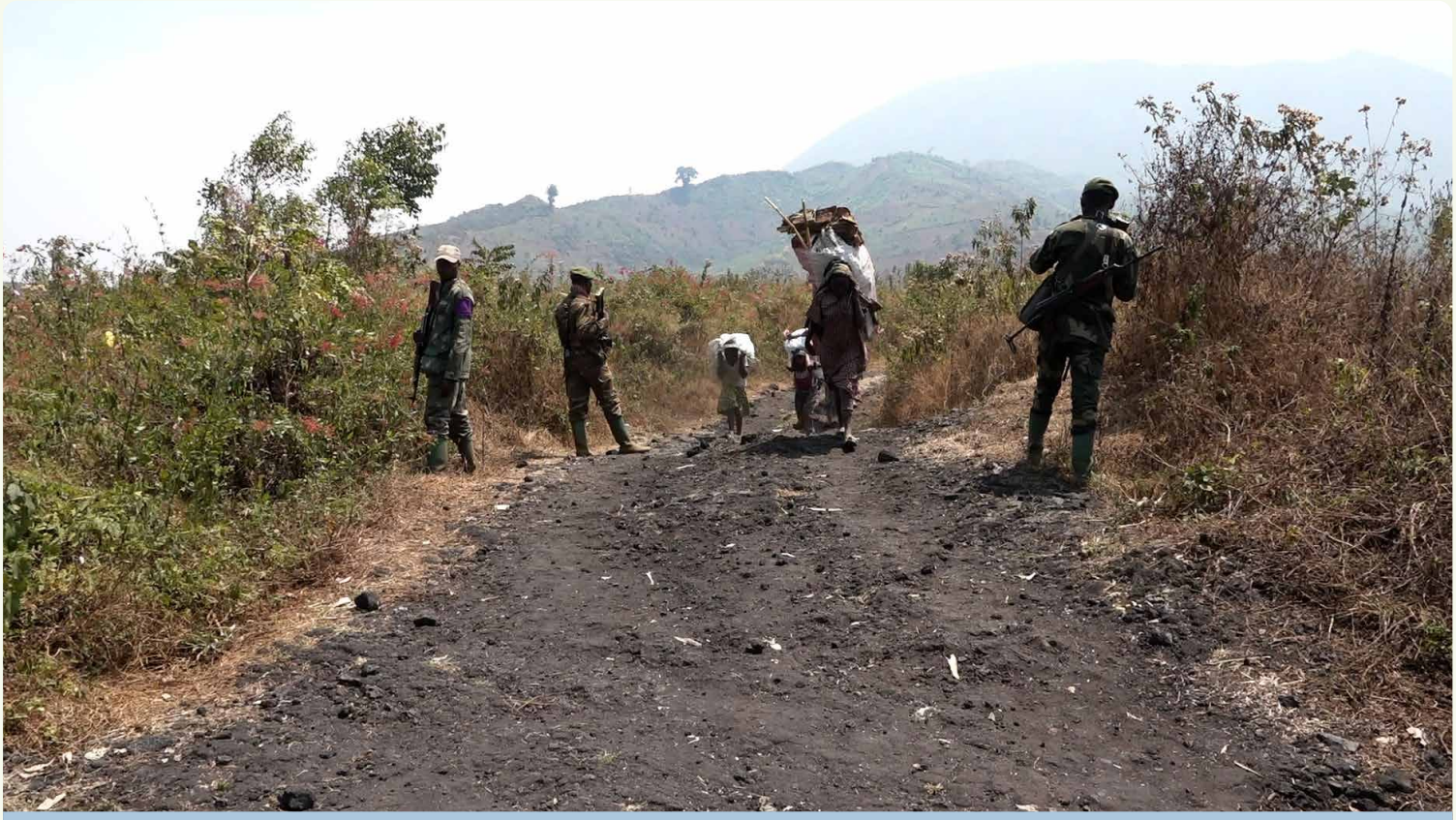
de réconciliation ont été organisées entre des sages Fuliru et Banyamulenge, sans toutefois produire de résultats significatifs. À Fizi, les troupes burundaises tentent de garder une posture de neutralité dans le village de Mulima, où elles surveillent les Twirwaneho et d'autres groupes armés sans prendre parti. Si elles critiquent parfois les exactions des Wazalendo contre les Banyamulenge, leur présence reste essentielle à la stabilisation relative de certains espaces frontaliers entre la RDC et le Burundi.

4. NOUVELLES DYNAMIQUES ET LEURS CONSÉQUENCES

Le déploiement du M23 et son alliance avec les Banyamulenge ont façonné de nouvelles dynamiques dans la province, avec des tendances et conséquences clairement identifiables. La première est l'intensification de la haine ethnique et politique : anti-Tutsi, anti-Banyamulenge, anti-Rwanda et anti-AFC/M23. Les Wazalendo et d'autres groupes congolais qui résistent craignent un type d'occupation comparable à celle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) (1998-2003). Pour se protéger contre le M23, certains groupes se sont organisés et alliés aux Wazalendo, présents notamment à Uvira, Walungu, Mwenga et Kalehe.

La deuxième tendance concerne la consolidation des insurgés. Le M23 et les Banyamulenge ont stabilisé leurs territoires, sécurisant leurs alliés et contrôlant désormais les zones qu'ils occupent. Dans plusieurs territoires comme Walungu, Kalehe et Mwenga, le M23 étend progressivement son influence, aggravant la crise humanitaire notamment autour de Nzibira.

La troisième tendance concerne les rivalités internes au sein des Wazalendo. Ces groupes se disputent le contrôle des zones et des taxes sur les barrières, générant des affrontements qui renforcent l'insécurité à Fizi, Uvira, Mwenga et Walungu. Ces tensions compliquent également la coopération avec les FARDC et font peser un doute sur la durabilité de leur alliance pour la protection des populations.



Des combattants Wazalendo sur une position de l'axe Kibumba, dans le territoire de Nyiragongo au nord de Goma en 2024.

5. CONCLUSION

Cette présentation de la situation sécuritaire au Sud-Kivu et du rôle de l'armée burundaise montre que, du point de vue du gouvernement congolais, l'armée burundaise demeure un acteur indispensable dans la traque des groupes armés. Si ses interventions pour favoriser la cohabitation pacifique entre communautés ont été documentées, elles n'ont pas produit d'effets substantiels sur l'ensemble de la province. L'AFC/M23 poursuit l'extension de son contrôle sur plusieurs localités, tandis que les FARDC tentent de contenir les pertes territoriales. Les affrontements restent nombreux, notamment à Kalehe, ainsi qu'entre FARDC et Wazalendo à Uvira, Mwenga, Fizi et Walungu, où les forces gouvernementales se montrent parfois débordées et hésitantes.

Malgré sa contestation et ses faiblesses, la FDNB est respectée et acceptée dans les zones contrôlées par le gouvernement. Sans son intervention, les Twirwaneho aurait déjà pris le contrôle de vastes pans des hauts plateaux, et le verrou stratégique de la plaine de la Ruzizi aurait été perdu. L'armée burundaise demeure ainsi indispensable non seulement pour la RDC et les Congolais, mais aussi pour les partisans du gouvernement Burundais. Même si un accord-cadre a été signé récemment, les parties en conflit continuent de renforcer leurs positions. Ils se battent dans plusieurs zones, au point que les Banyamulenge accusent la FDNB d'établir un blocus pour les affamer, avec des motivations « génocidaires ».[8]

8 Alex Nvuka, Esquisse de l'entretien du porte-parole de l'armée burundaise, Gaspard Baratuza, à la radio BBC Gahuza Miryango sur le siège des villages des Banyamulenge par son armée, VOK, 13 novembre 2025, https://www.voiceofkivu.com/post/esquisse-de-l-entretien-du-porte-parole-de-l-armée-burundaise-gaspard-baratuza-à-la-radio-bbc-gahu (consulté le 11 novembre 2025).

3. OUGANDA-RDC : UNE RELATION AMBIGUË

Par Reagan Miviri[1]

En RDC, la question des ingérences des pays voisins est revenue au premier plan, surtout depuis la prise des villes de Goma et Bukavu par le M23, avec le soutien du Rwanda.[2] Plus de vingt ans après le retrait de troupes rwandaises et ougandaises, qui s'étaient affrontées dans l'une des rivalités les plus meurtrières sur un territoire étranger,[3] ces anciens concurrents sont de nouveau présents en RDC, dans une configuration pour le moins complexe. Alors que le Rwanda est le principal soutien du M23, qui s'oppose au gouvernement congolais, l'Ouganda est également accusé d'avoir apporté un soutien ponctuel au mouvement, notamment lors de la prise de Bunagana en début de 2022.

Avant la crise du M23, les troupes ougandaises étaient déjà présentes en RDC à l'invitation officielle du gouvernement congolais, pour l'aider à combattre un autre groupe armé d'origine ougandaise et affilié à l'État Islamique : les ADF. Ce groupe, considéré comme le plus meurtrier du pays, massacre des civils depuis plus d'une décennie dans les territoires de Lubero et Beni (Nord-Kivu), ainsi qu'à Irumu et Mambassa (Ituri). Après la prise de Goma et la pro-

1 Reagan Miviri est avocat spécialisé sur les droits humains et chercheur sur les dynamiques des conflits dans l'est du Congo.
2 Cf. Philipp Sandner & Georges Ibrahim Tounkara, Comprendre la montée en puissance des rebelles du M23 en RDC, Deutsche Welle, 5 mars 2025, https://www.dw.com/fr/m23-rebelles-rwanda-rdc/a-71821646 (consulté le 20 novembre 2025).
3 Cf. Amnesty International, RDC. Les victimes attendent toujours la justice, la vérité et des réparations, 25 ans après la guerre de Kisangani, 5 juin 2025, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/06/drc-victims-still-waiting-for-justice-truth-and-reparations-25-years-on-from-kisangani-war (consulté le 20 novembre 2025).

gression du M23 vers le nord, les forces ougandaises ont renforcé leur position dans la commune de Lubero. Officiellement, leur mission était de contenir les ADF, mais ce dispositif semble avoir également dissuadé le M23 de poursuivre sa progression vers le nord, une zone considérée comme relevant de l'influence ougandaise.

Le bilan de l'opération Shujaa est modeste : les ADF ont certes été repoussées, mais elles continuent de commettre des massacres contre la population civile.

1. POURSUITE DES MASSACRES EN DÉPIT DE L'INTERVENTION OUGANDAISE

Depuis novembre 2021, les opérations conjointes Shujaa entre les FARDC et l'UPDF tentent de maîtriser le groupe terroriste des ADF.[4] Le bilan reste mitigé : si les ADF ont été délogés de leurs positions traditionnelles, ils continuent à massacrer les civils dans les territoires de Lubero, Beni, Irumu et Mambasa. En juillet, par exemple, les ADF ont tué au moins 110 civils, dont 49 chrétiens membres d'un mouvement catholique appelé Croisade eucharistique, lors d'une attaque dans la ville de Komanda.[5] Ces massacres seraient des représailles aux opérations des UPDF, notamment une série de bombardements visant les positions des ADF à Apakwang – camp du chef Musa Baluku selon l'armée ougandaise – et sur la colline Maesi, à la frontière entre Irumu et Mambasa. Ces attaques pourraient également avoir pour objectif de détourner l'attention et de faciliter les mouvements de certains combattants ADF sur le territoire de Mambasa. Parallèlement, le territoire de Lubero, et notamment le secteur de Bapere, reste une zone de forte activité terroriste. Dans la nuit du 15 au 16 août, au moins 30 civils ont été tués et plusieurs enlevés dans les villages proches de Bandulu.

Au-delà des défis opérationnels liés à la lutte contre ce groupe terroriste, caractérisée par une guerre asymétrique et des violences dirigées contre les civils, les réelles motivations de l'intervention ougandaise suscitent également des interrogations. Certaines analyses suggèrent que, au-delà de la sécurisation des zones frontalières, l'objectif principal pourrait être économique, notamment le contrôle des trafics de bois, de cacao et d'or.[6]

La stratégie militaire, consistant à repousser les ADF plus loin de la frontière sans nécessairement les neutraliser, s'est révélée limitée. Après une courte accalmie dans les zones frontalières, l'activité des ADF a repris. Les zones dont ils avaient été chassés, notamment Boga, Oicha et Eringeti, sont de nouveau le théâtre de massacres. Dans la nuit du 10 au 11 août, les ADF ont fait incursion dans la localité de Boga, faisant trois morts parmi les civils et incendiant maisons et véhicules. Le 13 août, cinq civils ont été tués à Mayi Moya et, dans la nuit du 16 au 17 août, neuf civils ont été massacrés dans le quartier Mbimbi, à Oicha.

Malgré cette recrudescence et les risques de dispersion des efforts, l'armée ougandaise a décidé unilatéralement de se déployer sur d'autres territoires de la province de l'Ituri, qui ne sont ni directement menacés par les ADF, ni concernés par les opérations conjointes Shujaa.

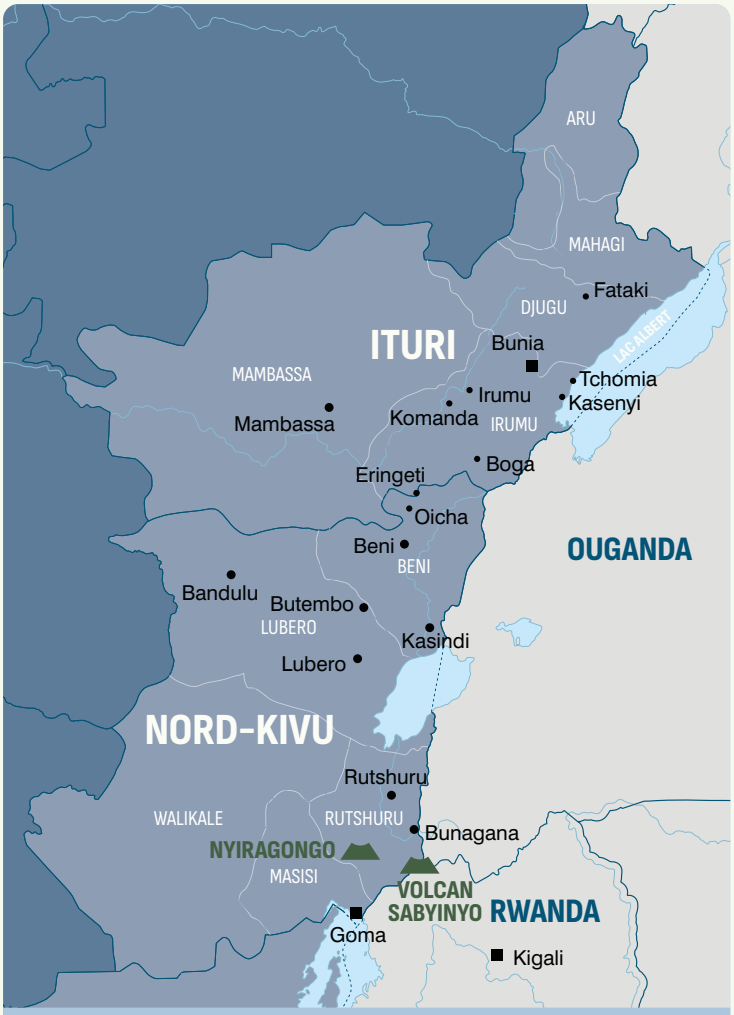
2. L'EMPRISE DE L'OUGANDA SUR L'ITURI

Après plusieurs menaces sur Twitter du chef d'État-major ougandais Muhoozi Kainerugaba, fils

4 Cf. France24, L'armée ougandaise procède à des frappes aériennes sur des positions ADF en RDC, 30 novembre 2021, https://www.france24.com/fr/afrique/20211130-l-arm%C3%A9e-ougandaise-proc%C3%A8de-%C3%A0-des-frappes-a%C3%A9riennes-sur-des-positions-adf-en-rdc (consulté le 21 novembre 2025).

5 Cf. Antonella Palermo, Massacre dans l'église de Komanda, le vicaire invite à prier pour la paix, Vatikan News, 29 juillet 2025, https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2025-07/rdc-massacre-dans-l-eglise-de-komanda.html (consulté le 08 décembre 2025).

6 Cf. Groupe d'étude sur le Congo, L'opération Shujaa de l'Ouganda en République démocratique du Congo : combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?, n.D ., https://www.congoresearchgroup.org/fr/2022/06/14/loperation-shujaa-de-louganda-en-republique-democratique-du-congo-combattre-les-adf-ou-securiser-les-interets-economiques (consulté le 21 novembre 2025).



Carte des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri dans l'est de la RDC.

du président Yoweri Kaguta Museveni, les troupes ougandaises sont entrées de leur propre initiatives en RDC par les territoires de Mahagi et Djugu. Le général justifie ce déploiement par la nécessité de protéger les civils contre les attaques de la CODECO,[7] responsable de plusieurs agressions contre les populations, principalement Hema.

Le 19 février 2025, les militaires de l'UPDF ont atteint la ville de Bunia, malgré les tentatives de la partie congolaise de les dissuader d'avancer vers cette capitale de province de l'Ituri. L'expansion de l'armée ougandaise a intensifié les affrontements avec les miliciens de la CODECO à Djugu. Le 18 mars, les UPDF se sont déployés à Fataki (en territoire de Djugu), depuis Mahagi, et ont été attaqués le même jour par la CODECO.[8] Les combats se sont poursuivis jusqu'au 26 mars, faisant près de 131 morts parmi les combattants de la CODECO et 17 du côté des militaires ougandais.

Des rencontres entre officiers congolais et ougandais ont eu lieu à Boga et Bunia,[9] en présence du gouverneur militaire de l'Ituri, sans toutefois résoudre les divergences. C'est seulement après la visite de Muhoozi Kainerugaba à Kinshasa que les états-majors des FARDC et les UPDF se sont réunis pour amender le protocole d'accord relatif aux opérations conjointes Shujaa, incluant leur prolongement en Ituri, à Lubero Centre et dans les environs.[10] Si cette rencontre reconnaît de facto l'expansion ougandaise en Ituri, elle n'a pas apaisé toutes les tensions exacerbées par cette dernière.

Par ailleurs, un nouveau mouvement politico-militaire, la Convention pour la révolution populaire (CRP), a été lancé par Thomas Lubanga, ancien chef rebelle jugé par la Cour pénale internationale et qui résiderait désormais en Ouganda. La CRP mène des attaques contre les FARDC et menace de prendre la ville de Bunia. L'armée congolaise aurait mobilisé près de 3 000 militaires pour contrer cette menace, tandis que les UPDF se déploient le long du littoral du lac Albert, vers Tchomia et Kasenyi. Si les forces ougandaises semblent tolérer la CRP, elles sont également impliquées dans les affrontements contre la CODECO.[11]

L'Ouganda est ainsi accusée de soutenir, ou du moins tolérer, cette nouvelle rébellion depuis son territoire.[12] Toutefois, le gouvernement congolais reste

7 Cf. Voa, L'Ouganda déploie ses troupes dans une ville congolaise pour lutter contre la milice Codéco, 2 mars 2025, https://www.voaafrique.com/a/7994244.html (consulté le 21 novembre 2025).
8 Cf. Radio Okapi, Affrontements entre l'armée ougandaise et la milice CODECO à Fataki, 19 mars 2025, https://www.radiookapi.net/2025/03/19/actualite/securite/affrontements-entre-larmee-ougandaise-et-la-milice-codeco-fataki (consulté le 21 novembre 2025).
9 Cf. Radio Go FM, RDC-Ouganda : rencontre militaire en Ituri après les menaces de Muhoozi Kainerugaba, 18 février 2025, https://radiogofm.net/rdc-ouganda-rencontre-militaire-en-ituri-apres-les-menaces-de-muhoozi-kainerugaba (consulté le 21 novembre 2025).
10 Cf. Actualité, RDC-Ouganda : FARDC et UPDF réunies à Kinshasa pour amender le protocole d'accord sur les opérations militaires conjointes, 20 juin 2025, https://actualite.cd/2025/06/20/rdc-ouganda-fardc-et-updf-reunies-kinshasa-pour-amender-le-protocole-daccord-sur-les (consulté le 21 novembre 2025).
11 Cf. Actualité, RDC : le chef de l'armée ougandaise menace d'arrêter le gouverneur de l'Ituri et évoque une possible prise de Kisangani, 23 mars 2025, https://actualite.cd/2025/03/23/rdc-le-chef-de-larmee-ougandaise-menace-darreter-le-gouverneur-de-lituri-et-evoque-une (consulté le 21 novembre 2025).
12 Cf. Ildefonse Bwakyanakazi, La Convention pour la révolution populaire, quel objectif pour Thomas Lubanga ?, Ebuteli, 25 juillet 2025, https://www.ebuteli.org/publications/podcasts/la-convention-pour-la-revolution-populaire-quel-objectif-pour-thomas-lubanga (consulté le 21 novembre 2025).

prudent : toute dénonciation publique risquerait de compromettre sa coopération militaire avec l'Ouganda dans la lutte contre les ADF. En privé, les autorités congolaises reconnaissent l'ambiguïté du rôle de l'Ouganda au Nord-Kivu et en Ituri, tout en soulignant que toute rupture brusque de la collaboration pourrait avoir des conséquences graves sur la lutte contre les terroristes et la stabilité de la région.

4. LES RÉPERCUSSIONS DE LA RÉBELLION DE L'AFC/M23 SUR LA SCÈNE POLITIQUE CONGOLAISE

Par Ithiel Batumike[1]

Fort de sa large victoire aux élections de 2023, le régime de Félix Tshisekedi voulait rapidement s'engager sur la voie d'une révision constitutionnelle en vue de consolider son pouvoir. Cette offensive institutionnelle s'est accompagnée d'un refus de tout dialogue politique visant à trouver une issue pacifique à la guerre menée dans l'est du pays par l'AFC/M23.

La prise de Goma et de Bukavu par les rebelles a toutefois rebattu les cartes. En fragilisant l'autorité du gouvernement, les avancées militaires ont mis en péril les ambitions présidentielles, notamment le projet de réforme constitutionnelle. Même si Tshisekedi a récemment entrouvert la porte à l'opposition dans son gouvernement, il semble surtout miser sur les médiations de Washington et de Doha pour contenir l'offensive de l'AFC/M23 et reprendre l'initiative politique. Le président pourrait ainsi réaffirmer sa mainmise sur le jeu politique national. Cette posture met en lumière le rôle crucial des partenaires internationaux, tels que l'Allemagne et l'Union européenne, qui doivent veiller à ce que les efforts diplomatiques servent avant tout le retour de la paix, plutôt que le renforcement d'un régime tenté de prolonger son pouvoir au-delà des limites constitutionnelles.

Tshisekedi mise sur les efforts de médiation de Washington et de Doha pour reprendre l'initiative politique. Il pourrait ainsi regagner le contrôle du jeu de pouvoir.

1. OUVERTURE À L'OPPOSITION ET SUSPENSION DU PROJET DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Les résultats de 2023 ont offert au Président un véritable plébiscite, avec 74 % des voix en sa faveur, et ont permis à sa coalition, l'Union sacrée de la Nation (USN), de s'imposer largement dans toutes les instances législatives – nationales, provinciales et locales. L'opposition se retrouve quasiment inexistante dans de nombreuses chambres délibérantes. À l'Assemblée nationale comme au Sénat, sa représentation n'atteint pas les 10 %. Cette configuration donne l'image d'une gouvernance dominée par une seule famille politique, à l'instar du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) de Mobutu Sese Seko.

1 Ithiel Batumike est chercheur à l'institut de recherche Ebuteli à Kinshasa. Il est auteur de plusieurs publications sur l'actualité politique et plus particulièrement sur les élections en RDC. De 2017 à 2021, il a travaillé au cabinet de la Commission électorale nationale indépendante. Il est actuellement doctorant en sciences politiques et sociales à l'Université de Mons en Belgique.

Mais la chute de Bukavu et de Goma a changé la donne. Contrainte de rechercher une cohésion nationale, la majorité a dû se résoudre à former un gouvernement d'union élargi à l'opposition politique et à la société civile. Annoncé en août 2025, après avoir été promis dès février, le nouveau cabinet intègre quinze nouvelles figures, dont l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito, seul grand leader de l'opposition à y siéger. Il ne s'agit donc que d'une ouverture toute relative. Les principales forces de l'opposition ont refusé de participer aux consultations menées par le pouvoir, exigeant à la place un dialogue global et inclusif, tel que préconisé depuis janvier 2025 par la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC). Vital Kamerhe, président de l'Assemblée nationale, qui ne cachait pas son adhésion à cette initiative de dialogue a été poussé à la démission le 22 septembre 2025. Il était soupçonné de constituer un blocage à l'initiative de réforme constitutionnelle.

En effet, alors que la guerre s'intensifiait, la classe politique congolaise était mobilisée par un débat houleux sur une possible révision constitutionnelle. Le pouvoir s'était lancé dans une vaste campagne de sensibilisation, après l'annonce faite par le président le 23 octobre 2024 à Kisangani de vouloir réformer la constitution. L'opposition, de son côté, s'organisait en coalitions pour mobiliser contre ce projet, sans toutefois retrouver la capacité de faire descendre les citoyens dans la rue pour protester massivement comme à l'époque du prédécesseur de Tshisekedi, Joseph Kabila. Conscient de cette réalité, le président n'avait pas caché sa détermination : « Personne ne changera mon avis sur la révision ou le changement de la Constitution », déclarait-il à Lubumbashi le 16 novembre 2024.[2] Une sortie perçue comme un signe de mépris envers l'opposition non armée, et, pour certains observateurs, comme une dérive autoritaire traduisant une volonté de confisquer la souveraineté populaire.

2 Cf. Présidence de la République Démocratique du Congo, Le Président Félix Tshisekedi a déclaré: « Personne ne changera mon avis sur la révision ou le changement de la constitution » , 16 novembre 2024, https://presidence.cd/actualite-detail/actualite/le_president_felix_tshisekedi_a_declare_personne_ne_changera_mon_avis_sur_la_revision_ou_le_changement_de_la_constitution (consulté le 31 août 2025).

Des éléments M23 surveillent la foule, invitée par force, pendant le meeting tenu par le gouverneur Erasto Musanga nommé par l'AFC/M23 dans le quartier Mugunga de Goma, 2025.

Mais cette assurance n'a pas résisté à l'évolution militaire sur le terrain. À partir de fin décembre 2024, les hostilités ont vigoureusement repris dans l'est du pays et le rapport de forces s'est brutalement inversé, reléguant au second plan le débat sur la Constitution. Les défenseurs de la réforme constitutionnelle se sont mués en dénonciateurs de l'agression du pays par le Rwanda, tandis que l'opposition s'est (in) directement contentée du blocage du projet de révision constitutionnelle.

2. L'OFFENSIVE DE L'AFC/M23 ET SES CONSÉQUENCES POUR L'OPPOSITION

Alors que la société civile continuait de dénoncer l'implication du Rwanda aux cotés des rebelles, une partie de l'opposition congolaise, incapable de mobiliser contre le projet de réforme constitutionnelle, a trouvé dans l'offensive du M23 une opportunité d'exister à nouveau sur la scène politique. Sans aller jusqu'à soutenir ouvertement la rébellion, certains opposants ont choisi de ne pas la condamner. D'autres sont allés plus loin, exprimant même une forme de sympathie, sous prétexte qu'elle poursuivait le même objectif : mettre fin à la « dictature » en RDC. Ainsi, la guerre en cours s'est transformée en planche de salut pour des figures essoufflées de l'opposition. Par exemple, l'opposant Franck Diongo, aujourd'hui en exil en Belgique, s'est rendu à Goma, tout comme Joseph Stéphane Mukumadi, ancien Gouverneur du Sankuru désormais rangé dans l'opposition.

D'autres opposants voyaient dans la progression rapide du M23 un potentiel renversement du régime de Félix Tshisekedi, à l'image de la prise de pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) en 1997. Mais l'histoire semble difficile à reproduire : la pression diplomatique et la complexité d'un conflit où se mêlent une multitude d'acteurs incontrôlés, menant une guerre asymétrique, en réduisent considérablement la probabilité.

Seules deux voix majeures se sont clairement démarquées : depuis Kinshasa Martin Fayulu, vainqueur de la présidentielle de 2018 mais écarté par Kabila au profit de Tshisekedi, et Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018 et candidat malheureux à la présidentielle de 2023 actuellement réfugié en Norvège. Tous deux ont condamné sans ambiguïté l'offensive de l'AFC/M23 et réclamé des sanctions internationales contre le Rwanda.

3. LA GUERRE FROIDE ENTRE JOSEPH KABILA ET FÉLIX TSHISEKEDI

Comme souvent dans l'histoire, les guerres froides ne se jouent pas dans l'affrontement direct, mais par acteurs interposés. C'est le cas de la rivalité grandissante entre l'ancien président Joseph Kabila et son successeur Félix Tshisekedi. En effet, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), formation de Kabila, adopte une posture pour le moins ambiguë dans la crise actuelle. Sans soutenir ouvertement les rebelles du M23, il ne les condamne pas non plus. Au contraire, il s'emploie à justifier leur action, rejetant la faute sur les dysfonctionnements internes du pays tout en minimisant l'implication du Rwanda. Une attitude qui choque une partie de l'opinion publique. Le 30 juin 2025, Martin Fayulu est même allé jusqu'à appeler Kabila à quitter Goma, avertissant que « l'histoire ne pardonnera pas les trahisons ».[3]

Le gouvernement, de son côté, va plus loin : sur base d'informations recueillies par ses services de renseignements, il accuse Kabila et le PPRD de se trouver derrière le M23. Des soupçons renforcés par le dernier rapport d'experts de l'ONU, qui documente l'existence de contacts entre l'ancien président et le mouvement rebelle.

Ces accusations sont aujourd'hui à l'origine d'une série de mesures de représailles contre Joseph Kabila et son camp. Les activités de son parti ont d'abord été suspendues, interdites de diffusion dans les mé-

3 Cf. Actualité, Fayulu appelle Kabila à quitter Goma : « l'histoire ne pardonnera pas les trahisons », 02 juin 2025, https://actualite.cd/2025/06/02/fayulu-appelle-kabila-quitter-goma-lhistoire-ne-pardonnera-pas-les-trahisons (consulté le 28 août 2025).

dias,[4] tandis que ses principaux dirigeants se sont vu interdire de quitter le pays.[5]

Depuis mars 2025, c'est l'ancien président lui-même qui fait l'objet de poursuites judiciaires pour des chefs d'accusation particulièrement lourds : apologie du terrorisme, trahison, intelligence avec l'ennemi, viols, homicides et complot. Ces poursuites font suite à certaines de ses déclarations, mais surtout à sa décision controversée de se rendre dans les zones occupées par les rebelles.

À l'issue d'un discours prononcé le 23 mai 2025, Joseph Kabila s'est en effet déplacé dans les territoires sous contrôle du M23, où il a mené des consultations avec différentes couches de la population. Son entourage assure que les grandes lignes de ces échanges seront présentées lors du prochain dialogue national. A l'issue d'un procès tenu à son absence et sans aucune défense, la Haute Cour militaire l'a condamné le 30 septembre 2025 à la peine de mort comme requis par l'auditorat général des FARDC. Bien que la confiscation de ses biens n'a pas été prononcé, il devra payer tout de même près de 30 milliards de dollars américains à l'État congolais et aux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, constitués parties civiles.

Officiellement, ce procès s'inscrivait dans la volonté affichée du gouvernement de lutter contre l'impunité des auteurs de crimes graves, dans un contexte de violences récurrentes. Mais son équité reste fortement contestée. Le procès s'est tenu en l'absence de Kabila et a surtout été marqué par un manque flagrant de preuves permettant d'établir sa culpabilité pour les faits graves qui lui étaient reprochés. L'accusation s'est essentiellement limitée à diffuser ses déclarations médiatiques, sans apporter d'éléments tangibles prouvant une collaboration avec le M23, que ce soit dans le financement, la planification ou le commandement d'opérations militaires.

La politisation excessive du procès, transformée en tribune sur la nationalité de l'ancien président, l'a complètement discrédité. Cette condamnation est désormais perçue comme une manœuvre politique visant à neutraliser les adversaires les plus redoutés. Ainsi l'autre grand adversaire, Moïse Katumbi, est, lui aussi, accusé par les autorités congolaises, sur la base d'un rapport d'experts de l'ONU, de complicité avec le M23.

Dans ce contexte, la condamnation à mort de Kabila pourrait avoir des répercussions sur l'alternance politique attendue en 2028. Plusieurs observateurs redoutent que la condamnation d'un ancien président ne serve de prétexte à une révision constitutionnelle ouvrant la voie à un troisième mandat, censé prémunir le pouvoir en place contre des poursuites judiciaires similaires. Cette condamnation de Kabila apparait ainsi comme un signal inquiétant pour la consolidation de la démocratie congolaise.

4. CONCLUSION

La guerre a mis en lumière la fragilité du régime Tshisekedi. Après la chute de Goma et de Bukavu, le président a ouvert son gouvernement à l'opposition, mais il n'a toujours pas officialisé la création de la commission chargée de réfléchir à une nouvelle constitution. Cette inertie a renforcé, au sein de l'opposition, l'idée que la guerre pouvait constituer une opportunité pour protéger la démocratie congolaise face aux tentatives d'accaparement du pouvoir par Tshisekedi.

Pourtant, la réalité est tout autre : la guerre représente une menace existentielle pour le pays et compromet tout espoir d'engager le prochain processus électoral. Tout changement de pouvoir imposé par la force risquerait d'entraîner la dissolution de la Constitution en vigueur, celle-là même que certains prétendent vouloir sauver à travers la progression militaire de l'AFC/M23 vers Kinshasa.

4 Cf. Radio Okapi, L'UNPC dénonce la suspension des activités médiatiques du PPRD par le CSAC, 06 juin 2025, https://www.radiookapi.net/2025/06/06/actualite/politique/lunpc-denonce-la-suspension-des-activites-mediatiques-du-pprd-par-le (consulté le 29 août 2025).
5 Cf. 7sur7, RDC : les PPRD Shadary, Minaku et Kambere frappés d'interdition de sortie, 11 mars 2025, https://7sur7.cd/2025/03/11/rdc-les-pprd-shadary-minaku-et-kambere-frappes-dinterdition-de-sortie (consulté le 29 août 2025).

Plus largement, la vulnérabilité du pays face aux menaces extérieures continuera de s'aggraver si les acteurs politiques ne parviennent pas à adopter un langage commun, au-delà de leurs divergences sur la manière de résoudre la crise sécuritaire. Car l'instrumentalisation du conflit actuel, par les uns ou les autres, peut soit dédouaner les agresseurs, soit nourrir les dérives d'un régime déterminé à se maintenir coûte que coûte au pouvoir.

La légitimité du procès contre l'ancien président Kabila est vivement contestée. La condamnation est perçue comme une manœuvre politique visant à éliminer un adversaire.

En termes de recommandations, il apparaît essentiel que, tout en œuvrant pour un rétablissement rapide de la paix dans l'est de la RDC – y compris à travers l'imposition de sanctions –, les partenaires de la RDC maintiennent la consolidation de la démocratie comme condition indispensable à une stabilité durable.

Dans cette perspective, le respect de la Constitution et de l'alternance pacifique doit rester une priorité. Toute modification ou révision de la Constitution en pleine crise, ou toute tentative de prolonger indûment la durée des mandats, devrait être considérée comme une ligne rouge. Les partenaires de la RDC doivent donc rester vigilants, comme ce fut le cas entre 2016 et 2018, au risque sinon de paraître complaisants à des dérives qu'ils avaient jusque-là condamnées.

Par ailleurs, afin de favoriser un consensus national sur la résolution de la crise en cours et sur l'avenir démocratique du pays, il est crucial que les partenaires de la RDC soutiennent l'initiative portée par la CENCO et l'ECC, en incitant les acteurs politiques à y prendre part de bonne foi. Cette initiative constitue un socle indispensable pour jeter les bases d'un processus électoral crédible en vue des élections prévues en 2028.

5. TENTATIVES DE MÉDIATION DANS LE CONFLIT DU M23 : QUE VALENT-ELLES ?

Par Onesphore Sematumba[1]

En novembre 2021, huit ans après avoir été défaite par les forces combinées de l'armée congolaise et d'une brigade spéciale de la MONUSCO, la rébellion du M23 a ressurgi dans les contreforts du volcan Sabyinyo, dans la région des trois frontières entre l'Ouganda, la RDC et le Rwanda. Début 2022, sous le commandement de Sultani Makenga, le M23 a commencé à s'emparer de zones stratégiques, attaquant des villages proches des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda avant de prendre Bunagana, ville-frontière de la RDC, en juin. Cette conquête a renforcé les bases arrière et les voies d'approvi-

1 Onesphore Sematumba est un analyste géopolitique qui compte plus de 20 ans d'expérience dans la recherche, la description et l'analyse des dynamiques de conflit, en particulier celles liées à la terre, aux ressources naturelles, aux questions ethniques et aux dilemmes politiques et sécuritaires dans la région des Grands Lacs. Après avoir travaillé pendant plusieurs années pour des organisations de la société civile en République démocratique du Congo et dans la région, il est actuellement consultant analyste senior pour la région des Grands Lacs auprès de l'International Crisis Group.

sionnement du M23. En avril 2022, après la chute de deux autres villes stratégiques du territoire de Rutshuru, dont son chef-lieu, et tandis que les rebelles progressaient en direction de Goma, le président congolais Félix Tshisekedi a sollicité un soutien militaire de ses pairs de l'EAC.[2] Les chefs d'État ont lancé une double initiative politique et diplomatique pour tenter de mettre fin à la crise. Sur le plan politique, un dialogue, appelé « processus de Nairobi », a été instauré entre le gouvernement congolais et plusieurs groupes armés, y compris le M23, sous la facilitation de l'ex-président du Kenya, Uhuru Kenyatta. Sur le plan diplomatique, le « processus de Luanda », consistait en un rapprochement entre Kigali et Kinshasa, sous la médiation du président angolais João Lourenço, pour apaiser les tensions liées au soutien rwandais au M23. Parallèlement, l'EAC a déployé une force régionale en RDC en novembre 2022, suivie par le déploiement de troupes de la SADC en décembre 2023. Ces troupes se sont retirées respectivement en 2023 et 2025, sans obtenir de résultats tangibles face aux multiples enjeux de la guerre et à ses ramifications régionales.

1. NAIROBI : UN PROCESSUS COURT

À la suite de la décision des chefs d'État de l'EAC en avril 2022 de déployer des troupes, Félix Tshisekedi a aussitôt ouvert à Nairobi un dialogue politique avec plusieurs membres de groupes armés congolais, dont le M23. Mais accusé de poursuivre ses offensives sur le terrain, ce dernier a rapidement été écarté du forum. Le 3 novembre 2022, alors que les rebelles se trouvaient aux portes de Goma, dans le territoire de Nyiragongo, Félix Tshisekedi a, dans un discours à la nation, exhorté les jeunes Congolais à s'organiser en groupes de défense locale pour soutenir l'armée.

Cette mobilisation a conduit à la remilitarisation et à la légitimation de plusieurs groupes armés jusque-là engagés dans le processus de Nairobi, donnant naissance au mouvement Wazalendo (« patriotes » en swahili) et signant de facto la fin de ce processus.

2. LE PROCESSUS CHAOTIQUE DE LUANDA

Lancé le 6 juillet 2022 lors d'un sommet trilatéral Angola-RDC-Rwanda, le processus de Luanda a débouché sur l'adoption d'une « feuille de route » prévoyant un cessez-le-feu, dont les modalités ont été précisées au mois de novembre de la même année. Le texte envisageait notamment le retrait des rebelles du M23 des zones conquises, suivi de leur cantonnement dans des sites spécifiques. Mais ni le cessez-le-feu, ni le retrait, ni le cantonnement des rebelles n'ont été appliqués. Alors que le M23 gagnait du terrain, le président angolais João Lourenço a proposé un dialogue direct entre Kinshasa et Kigali – une option que Félix Tshisekedi a rejetée, malgré un rapport de force défavorable. En 2023, en pleine année électorale, le président-candidat, conscient qu'un assouplissement serait perçu comme une faiblesse, a choisi de rester ferme face au Rwanda, comptant sur cette posture pour obtenir le soutien des Congolais, malgré un bilan de premier mandat plus que mitigé.

La dernière étape officielle de Luanda s'est tenue mi-septembre 2024, lors d'une réunion des ministres de affaires étrangères de la RDC et du Rwanda. Les ministres y ont examiné et validé un plan harmonisé de sortie de crise, débattu du rapport relatif à la neutralisation des rebelles Hutus rwandais anti-Kigali des FDLR, ainsi que de la levée des mesures de défense du Rwanda en RDC – un euphémisme désignant en réalité le déploiement de troupes et de matériel militaire sur le sol congolais. Le sommet prévu le 15 décembre entre Kagame et Tshisekedi, destiné à sceller l'accord de paix, a finalement été annulé. Kigali avait posé comme condition de participation l'ouverture par Kinshasa d'un dialogue direct avec le M23, ce que Tshisekedi ne souhaitait pas faire. Ce rendez-vous manqué entre Kagame et Tshisekedi a officiellement scellé l'échec du processus de Luanda.

2 La RDC venait d'adhérer à l'EAC en mars 2022.

3. REPRISE DE GUERRE, LA CHUTE DES CAPITALES PROVINCIALES ET LA RELANCE DES MÉDIATIONS

Une fois la page de Luanda tournée, les affrontements ont repris sur tous les fronts avec une rare violence. Le point culminant a été la prise de Sake, dernier verrou avant la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, suivie quelques heures plus tard de la prise de Goma, le 27 janvier 2025, lors d'une guerre-éclair et meurtrière. Sur sa lancée, le M23 s'est emparé de Bukavu, le chef-lieu du Sud-Kivu, le 16 février, et a poursuivi sa progression jusqu'aux portes d'Uvira, en face de Bujumbura, où il se heurte à la résistance des Wazalendo, de l'armée burundaise – alliée solide de Tshisekedi – et, dans une moindre mesure, des FARDC.

Face à l'ampleur de la crise humanitaire, politique et géopolitique déclenchée par cette avancée rebelle, la diplomatie est sortie de sa torpeur et plusieurs initiatives concurrentes se sont activées pour tenter de stabiliser la RDC, donnant lieu à une cacophonie générale.

Devenu entre-temps président de l'Union africaine (UA), João Lourenço a tenté, le 17 mars, de donner un dernier souffle au processus de Luanda en réunissant à la même table le gouvernement congolais et le M23 – en vain. À la surprise générale, les présidents Kagame et Tshisekedi se sont rencontrés le 18 mars à Doha, au Qatar. Ce sommet inattendu, mais largement médiatisé, a déclenché le dialogue direct entre la RDC et la rébellion, tout en inaugurant une série d'initiatives diplomatiques parallèles qui allaient ponctuer cette crise. Dépité, l'Angola a exprimé sa surprise face à l'initiative de Doha et dénoncé le manque de coordination entre les efforts de médiation.

4. LES ÉTATS-UNIS ENTRENT EN SCÈNE

À la demande de Kinshasa, l'administration Trump a lancé sa propre médiation pour apaiser les tensions entre la RDC et le Rwanda, dans la lignée du processus avorté de Luanda. Menée au pas de charge par Massad Boulos, conseiller spécial de Trump pour l'Afrique, cette médiation a abouti le 27 juin 2025 à

Des militaires du gouvernement congolais sur une position dans le Rutshuru, à Bungusa, en 2024 avant d'être repoussés par le M23.

la signature d'un accord de paix par les ministres congolais et rwandais des Affaires étrangères. Qualifié d'« historique » par le président américain – Trump allant jusqu'à déclarer qu'il venait de mettre un terme à un conflit meurtrier vieux de plus de trente ans –, cet accord engageait les parties à s'abstenir de tout acte d'agression et à respecter l'intégrité territoriale de chacun des pays. En outre, les parties convenaient de lancer, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord, un « cadre d'intégration économique régionale » en plusieurs étapes, devant être défini dans un accord distinct.

Cependant, comme tous les accords précédents visant à faire cesser les hostilités, celui de Washington n'a pas été respecté, et le processus est au point mort. Trump prévoit certainement d'organiser un grand sommet réunissant les deux présidents belligérants, entourés pour la photo des représentants de l'UA, de l'EAC et de la SADC, ainsi que de quelques Européens. Mais la neutralisation des FLDR par la RDC, élément central de la sécurité du Rwanda – comme dans l'accord mort-né de Luanda – ainsi que la levée des mesures de défense rwandaises n'ont jamais été mises en œuvre.

Le processus de paix de Doha se trouve ainsi à la croisée des chemins, et rien n'indique qu'un nouvel accord connaîtra un sort différent.

5. LES BONNES INTENTIONS DU QATAR

Les Qataris ont lancé leur propre médiation entre Kinshasa et le M23, dont la seule avancée tangible reste la signature, le 19 juillet, d'une Déclaration de principes. Les parties s'y engagent à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC, à protéger les populations civiles et à instaurer un cessez-le-feu permanent, interdisant toute attaque (qu'elle soit aérienne, terrestre, maritime ou lacustre) ou acte de sabotage, ainsi que la propagande haineuse ou la conquête de nouvelles positions par la force. L'agenda initial fixait deux dates-clés : le 8 août, pour le lancement des négociations en vue d'un accord de paix, et le 18 août pour sa signature.

Aucune de ces échéances n'a été respectée. Sous pression diplomatique, les délégations sont retournées à Doha le 21 août, réduites au minimum et avec un agenda limité au cessez-le-feu et à la libération des prisonniers M23 détenus par Kinshasa. Le processus de Doha est donc à la croisée des chemins, et rien ne garantit qu'un éventuel accord, dont une première version circule, connaîtra un sort différent des précédents. Selon ce document, l'AFC/M23 verrait ses troupes constituer une brigade spéciale, à égale représentation que celle de la Police nationale congolaise, afin de sécuriser les zones sous leur contrôle pendant cinq ans renouvelables. Ce document prévoit également que Kinshasa y nomme des autorités locales en accord avec les rebelles, avant l'organisation d'élections. Ces propositions sont rejetées aussi bien par Kinshasa que par la rébellion elle-même, qui n'a pas encore renoncé à la possibilité de faire tomber le régime de Tshisekedi.

6. POURQUOI CES MÉDIATIONS N'ABOUTISSENT-ELLES PAS ?

Kristof Titeca, dans son texte *DRC's latest peace deal is breaking down and it isn't the first – what's being done wrong* du 2 septembre 2025, a mis en évidence sept facteurs décrivant l'échec des efforts de médiation jusqu'à présent.[3] Il avance les raisons suivantes :

(1) Méfiance profonde entre les parties

Depuis 2021, les processus de paix se sont concentrés sur la négociation entre le gouvernement congo-

3 Kristof Titeca, DRC's latest peace deal is breaking down and it isn't the first – what's being done wrong [« Le dernier accord de paix en RDC est en train d'échouer, et ce n'est pas le premier – qu'est-ce qui ne va pas ? »], The Conversation, 2 septembre 2025, https://theconversation.com/drcs-latest-peace-deal-is-breaking-down-and-it-isnt-the-first-whats-being-done-wrong-264064 (consulté le 24 novembre 2025).

lais, les représentants du M23 (et leur aile politique, l'AFC) ainsi que le gouvernement rwandais. L'ONU et de nombreux autres observateurs ont documenté le soutien du Rwanda au M23, une affirmation niée à plusieurs reprises par Kigali. Au cœur de l'échec de ces médiations se trouve une méfiance profonde. Les relations entre Kinshasa, le M23 et Kigali sont marquées par l'hostilité, la suspicion mutuelle et les promesses non tenues. La construction de la confiance, via des mesures concrètes et graduelles, devrait être le pilier de toute médiation régionale. *De plus, le M23, l'AFC et le Rwanda ne sont pas des acteurs interchangeables : ils divergent sur les objectifs ultimes de la rébellion, entre marcher sur Kinshasa, contrôler des territoires stratégiques à l'est, ou asseoir leur influence au sein des structures étatiques congolaises, plutôt qu'à travers une administration indépendante.*

(2) Faiblesse des mesures de mise en œuvre

En raison de cette méfiance, les parties hésitent à faire le premier pas vers la mise en œuvre des accords. La Déclaration de principes de Doha, signé le 19 juillet 2025, prévoyait des échanges de prisonniers et le rétablissement de l'autorité de l'État dans les zones contrôlées par les rebelles. Mais Kinshasa a refusé d'échanger des prisonniers avant un règlement définitif, alors que le M23 estime que c'est une condition préalable à toute négociation effective.

(3) L'exclusion d'autres acteurs régionaux

La guerre dans l'est de la RDC implique d'autres états voisins. L'Ouganda, en particulier, dispose d'une présence militaire importante et partage les préoccupations et les motivations du Rwanda : la région représente une menace sécuritaire et une opportunité économique, notamment via les exportations d'or et le commerce transfrontalier. Pourtant, l'Ouganda a été écarté de certaines négociations.

Le Burundi, lui aussi engagé militairement en RDC dans le cadre de ses tensions avec le Rwanda, est un autre pays trop souvent négligé.

(4) Des médiations multiples et dispersées

Depuis la reprise du conflit en 2021, les initiatives de paix se multiplient sans véritable coordination.

Les processus et les médiations se chevauchent, fragmentent les efforts et finissent par brouiller la recherche de solution. L'accord de juin 2025 par exemple comprend un volet économique, dénommé le Cadre d'intégration économique régionale centré essentiellement sur les ressources minières abondantes dans la zone, dont Kigali, Kinshasa et Washington attendent profiter à la faveur du retour de la paix. Après plusieurs rebondissements, notamment le refus de la RD de parapher ce cadre économique sans le retrait préalable des troupes rwandaises du sol congolais, l'accord a finalement été paraphé en novembre.

L'étape finale et solennelle de l'accord sera sa signature par les chefs d'État congolais et rwandais à la Maison Blanche, mais cette étape est de plus en plus repoussée, notamment à cause du peu de progrès observés dans l'autre processus, celui de Doha. Le 15 novembre le gouvernement congolais et l'AFC/M23 ont également signé un accord-cadre en huit points définissant en gros les principaux points qui feront l'objet des négociations futures censées commencer deux semaines après cette signature. Cependant, de l'avis et de l'aveu même des signataires, la route est encore longue vers cette insaisissable paix, et tous ces atermoiements pourraient lasser Américains et Qataris qui évoquent désormais le scénario de transmettre la médiation aux Africains, ce qui serait un bond en arrière.

(5) Rôle et limites de la pression internationale

Le succès des négociations dépend en partie de la marge de manœuvre diplomatique des acteurs de la médiation. Dans le contexte actuel, la pression américaine apparaît centrale. Après la reprise des combats à la mi-août 2025, les États-Unis ont multiplié les déclarations et les sanctions, visant surtout le M23.

Mais l'espoir d'une intervention américaine, en RDC notamment, et l'idée irréaliste d'une présence américaine sur le terrain, ont vite laissé place à la déception côté gouvernemental congolais.

Force est donc de constater que seule la voie politique pourrait donner des solutions, mais Kinshasa rechigne à s'y engager franchement alors que le rapport de force sur le terrain lui est largement défavorable, et que l'opinion publique, notamment à Kinshasa, pousse pour une solution militaire définitive contre le Rwanda et ses « pantins » du M23.

(6) Les incitations économiques seules ne suffisent pas

Le processus de Washington a misé sur l'intégration économique et la promotion des échanges commerciaux avec les États-Unis, présenté comme une voie vers la stabilité. Mais la paix exige plus que des accords économiques. Cette approche minimise un conflit multidimensionnel, profondément enraciné dans des revendications politiques, sécuritaires et sociales. Elle risque de privilégier les intérêts économiques américains au détriment des réalités locales.

(7) Une faible légitimité au niveau interne

Enfin, en RDC, les accords de paix actuels souffrent d'un manque criant de légitimité interne. L'intensification du conflit a coïncidé avec une montée des critiques contre Félix Tshisekedi, dont l'autorité a été sapée par son incapacité à mettre fin aux violences et à la corruption généralisée. La société civile congolaise a dénoncé ces accords comme étant des compromis, dictés de l'extérieur et insuffisamment inclusifs. Ils n'ont pas été ratifiés par le Parlement et n'ont pas impliqué la société civile ni les acteurs locaux.

Les voix congolaises, telles que l'initiative des Églises catholique et protestante en faveur d'un dialogue inter-congolais inclusif, n'ont reçu qu'un soutien diplomatique de façade. Tshisekedi n'a cherché qu'à étouffer l'initiative ou à la récupérer à son profit.

7. LA NÉCESSITÉ D'UN ENGAGEMENT EUROPÉEN

Depuis que Washington a pris la main sur la médiation dans la crise à l'est de la RDC, en associant Doha pour piloter le « dialogue entre Kinshasa et l'AFC/M23 », le processus a semblé s'accélérer. En quelques mois à peine, Déclaration de Principes et Accord de paix entre la RDC et le Rwanda ont été signés, alors que les médiations africaines piétinaient, plombées par les rivalités entre blocs régionaux (EAC contre SADC) ou paralysées par les calculs géopolitiques des chefs d'État Paul Kagame et Félix Tshisekedi, les deux acteurs centraux du conflit.

Ces avancées spectaculaires ont été saluées presque unanimement, y compris par les Européens, emportés dans le triomphalisme de Donald Trump qui s'est félicité d'« accords historiques ». Mais force est de constater que ni l'accord de Washington du 27 juin ni la déclaration de Doha du 19 juillet n'ont mis « un terme aux trois décennies de crise des Grands Lacs », contrairement à ce que claironnait Trump, déjà en quête d'un Prix Nobel de la paix et de débouchés miniers pour les entreprises américaines dans l'est de la RDC. La désillusion est palpable : lors de la tournée du ministre belge des Affaires étrangère, Maxime Prévot, les autorités congolaises ont rappelé que « sur le terrain, rien de substantiel n'avait changé ».

> *L'Europe ne doit plus rester en marge des efforts de paix en République démocratique du Congo.*

Arrachée au forceps et négociée au pas de charge, cette Pax Americana montre déjà ses limites. De plus en plus de voix, en RDC comme ailleurs, dénoncent le déficit d'inclusion de la méthode américaine – et qatarie. L'approche

réduit d'abord le conflit du M23 à une opposition binaire entre Kigali et Kinshasa, voire à un duel Kagame-Tshisekedi, alors que d'autres puissances régionales, comme le Burundi et l'Ouganda, disposent de troupes et ont des intérêts en RDC. La résurgence du M23 est, en partie, une réaction à ce déploiement militaire des voisins rivaux du Rwanda. Ensuite, la médiation a été limitée aux seuls acteurs armés, au détriment de l'opposition politique et d'une frange importante de la société civile qui réclame un véritable dialogue inter-congolais inclusif. Enfin, l'exclusion délibérée des puissances occidentales, malgré leur longue histoire avec la région et ses crises, illustre la volonté d'une diplomatie américaine décidée à garder la main.

Cette mise à l'écart ne saurait durer. Les Européens (Allemands, Belges, Français) et les ONU, via la MONUSCO, ne peuvent se contenter d'un rôle marginal. Fortes de leurs liens historiques avec la région, ces puissances sont appelées à s'impliquer davantage, et autrement, en associant les Africains et les Congolais, afin de bâtir une solution durable et crédible à une crise dont les effets sont chaque jour plus désastreux pour les populations.

CONCLUSION : UN APPEL À UN ENGAGEMENT POLITIQUE DÉTERMINÉ

Les contributions réunies dans ce dossier montrent à quel point la crise sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo est complexe et dynamique. Une multitude d'acteurs armés s'affrontent dans différentes configurations, tandis que la dynamique du conflit évolue constamment sous l'effet de facteurs locaux mais aussi d'interventions extérieures. Depuis la reprise du conflit avec le M23, celui-ci influence de plus en plus les autres conflits dans l'est du Congo et alimente la crainte d'une escalade régionale des conflits.

Malgré cette dynamique générale, des évolutions spécifiques peuvent être observées dans certaines parties de l'est du Congo et par rapport à certains conflits. Ainsi, **Nene Morisho** souligne, à propos du conflit AFC/M23, que le groupe rebelle est certes militairement supérieur, mais que dans les zones qu'il contrôle règnent la peur et la méfiance. Beaucoup de personnes ne l'acceptent comme nouveau pouvoir qu'à contrecœur. En même temps, les mesures prises par le gouvernement congolais pèsent lourdement sur la population et contredisent son objectif déclaré de promouvoir l'unité et la cohésion. Pour le Sud-Kivu, **Josaphat Musamba** montre que l'avancée du M23 ainsi que la forte présence des troupes burundaises ont contribué à l'intensification des conflits existants et à l'aggravation de la crise humanitaire. Les tensions entre communautés, combattants Wazalendo et les armées congolaise et burundaise ont déclenché une spirale de violence, qui s'est parfois transformée en haine – notamment envers les Banyamulenge. Concernant les tentatives de médiation, **Onesphore Sematumba** explique que celles-ci – malgré les efforts de médiation du Qatar et des États-Unis – peuvent être considérées comme un échec. Les raisons en sont le manque d'inclusivité et de coordination ainsi que la persistance de la méfiance entre les parties du conflit. Une solution durable nécessiterait une action internationale et régionale coordonnée, l'implication de tous les acteurs pertinents (y compris la société civile) et une volonté politique de compromis véritables.

Les développements en Ituri montrent que la violence s'est depuis longtemps étendue au-delà du Nord- et du Sud-Kivu. Comme le souligne **Reagan Miviri**, le rôle ambivalent de l'Ouganda attire particulièrement l'attention. L'armée ougandaise participe certes à la lutte contre des groupes armés tels que l'ADF et CODECO, mais de sérieux doutes subsistent quant à l'efficacité de son action, notamment contre l'ADF. Bien que l'ADF soit sous pression, elle continue de commettre des massacres brutaux. L'expansion de l'armée ougandaise en Ituri et la tolérance présumée du groupe rebelle CRP suscitent en outre des interrogations sur ses motivations. La situation sécuritaire dans le nord du Nord-Kivu et en Ituri est donc marquée par un niveau élevé de violence et une grande fragilité.

Le gouvernement congolais était également fragile au début de l'année 2025. Comme l'explique **Ithiel Batumike**, en réaction le président Félix Tshisekedi a formé un nouveau gouvernement d'union nationale avec la participation de voix d'opposition – une mesure qui avait surtout un caractère symbolique. Le président continue de rejeter toute initiative de dialogue, y compris le « Pacte social pour la paix et la prospérité » proposé par les Églises catholique et protestante. Par ailleurs, il instrumentalise le conflit avec l'AFC/M23 : d'une part, il cherche à imposer une réforme constitutionnelle qui lui permettrait de briguer de nouveaux mandats et compromettrait ainsi la perspective d'une alternance pacifique. D'autre part, il intensifie la répression politique dans le pays et tente d'écarter des rivaux politiques tels que l'ancien président Joseph Kabila.

Étant donné que la crise à l'est de la RDC s'aggrave et comporte le risque d'une escalade régionale, elle exige une action politique résolue. Cela vaut tant pour la communauté internationale dans son ensemble que pour l'Allemagne, qui, en tant que poids lourd de l'UE et partenaire de longue date de la RDC, du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, joue un rôle important dans la région. Au lieu d'adopter une attitude attentiste, le gouvernement allemand doit accorder une attention accrue à la région des Grands Lacs et s'y engager plus activement. Il s'agit de soutenir les efforts visant à trouver une solution politique durable à la crise dans la région.

DU POINT DE VUE DE L'ÖNZ, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ALLEMAND DEVRAIT

(1) utiliser tous les moyens à sa disposition pour exercer une pression sur les parties au conflit AFC/M23 et contribuer ainsi à mettre fin à la violence. Cela concerne en particulier le soutien du Rwanda au M23, mais aussi la coopération du gouvernement congolais avec les Wazalendo et les FDLR.

(2) promouvoir, dans le cadre du conflit AFC/M23, des processus de négociation inclusifs, transparents et participatifs, qui s'attaquent aux causes du conflit et impliquent les acteurs de la société civile. Les causes profondes doivent être abordées, faute de quoi seuls les symptômes seront combattus. Sans traitement des causes structurelles, sociales et politiques, la violence et l'instabilité risquent fort de se reproduire. Les acteurs de la société civile peuvent, grâce à leurs connaissances, leur expérience et leur ancrage local, apporter une contribution importante à une paix durable.

(3) soutenir de manière conséquente la poursuite internationale et la documentation des violations des droits humains en RDC. Cela inclut notamment la mise en place rapide d'une commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. En outre, l'Allemagne devrait veiller à ce que la lutte contre l'impunité et la protection des droits humains soient un élément central des futurs accords de paix.

(4) s'assurer que les soutiens économiques ou commerciales ne soient accordées qu'à la condition qu'elles ne profitent pas à des entreprises qui alimentent le conflit dans l'est de la RDC. Les mesures économiques et de développement visant à promouvoir les activités économiques dans la région ne doivent en aucun cas – même indirectement – contribuer à la poursuite de la violence.

GLOSSAIRE

ADF	Forces démocratiques alliées
AFC	Alliance du Fleuve Congo
AFC/M23	Alliance du Fleuve Congo/ Mouvement du 23 mars
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
CENCO	Conférence Épiscopale Nationale du Congo
CNDP	Conseil national pour la défense du peuple
CODECO	Coopérative pour le développement du Congo
CRP	Convention pour la révolution populaire
EAC	Communauté d'Afrique de l'Est
ECC	Église du Christ au Congo
FARDC	Forces armées de la RDC
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FDNB	Force de défense nationale du Burundi
M23	Mouvement du 23 mars
MCDPIN	Mouvement congolais pour la défense de l'intégrité nationale
MONUSCO	Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC
MPR	Mouvement Populaire de la Révolution
MRDP	Mouvement républicain pour la dignité du peuple
ONU	Nations unies
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RDF	Armée rwandaise
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TAFOC	Task Force Commando
SAMIRDC	Mission de la SADC en RDC
UA	Union africaine
UPDF	Uganda People's Defence Force
USN	Union sacrée de la Nation
WFP	Programme Alimentaire Mondial

MENTIONS LÉGALES

Ökumenisches Netz Zentralafrika (ÖNZ) e.V.
Michaelkirchstrasse 17-18
10179 Berlin
+49 30 48 62 570 0
office@oenz.de
www.oenz.de

ORGANISATIONS MEMBRES DE L'ÖNZ:

Auteurs :
Introduction : Ciaran Wrons-Passmann, Ronja Fink, Katharina Hettlage
Partie principale : Nene Morisho, Josaphat Musamba, Reagan Miviri, Onesphore Sematumba, Ithiel Batumike
Conclusion : Ciaran Wrons-Passmann

Rédaction :
Ciaran Wrons-Passmann
Ronja Fink
Katharina Hettlage

Crédits photographiques :
Photo de couverture par Philémon Barbier
photos page 8, 12, 17 et 22 par anonym

Relecture en français :
Charlotte Bomy

Mise en page :
Bertram Sturm

Les opinions exprimées dans les contributions sont exclusivement celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de l'ÖNZ ou de ses organisations membres.